AL24NEWS DIFFUSE UN COMPTE-RENDU DE LA VISITE DU PRÉSIDENT ALGÉRIEN EN FÉDÉRATION DE RUSSIE

Revivre l'apothéose du Kremlin, le Spief et le Pacte de Moscou

P.3

TRANSPORT MARITIME

Algérie Ferries annonce le report de plusieurs traversées

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION MERCREDI 21 JUIN 2023 // N°584 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

640 EXPOSANTS, ALGÉRIENS ET ÉTRANGERS, Y PRENNENT PART

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INAUGURE LA 54E ÉDITION DE LA FIA

Lire en page 3

Lafarge Algérie annonce des résultats exceptionnels à l'exportation

P.16

Projet de loi relatif aux forêts, un instrument de protection et de valorisation

P6

PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'APN

Des sanctions contre les députés absentéistes

P.4

67E ANNIVERSAIRE DE L'EXÉCUTION D'AHMED ZABANA

Laïd Rebiga appelle la jeunesse à s'inspirer du courage du héros

P.4

23E FESTIVAL EUROPÉEN DE MUSIQUE

La chanteuse hongroise Boggie évoque « les beautés de l'Algérie »

P.16

ALI BEY NASRI, EX-PRÉSIDENT DE L'ANEXAL, EXPERT EN COMMERCE EXTÉRIEUR, À *L'EXPRESS :*

« La sidérurgie peut exporter facilement pour 1,5 milliard de dollars »

P.6

TEBBOUNE DÉCORE L'AMBASSADRICE DE TURQUIE

Le président de la République a décerné, ce lundi, la médaille "Jadir" de l'Ordre du mérite national à l'ambassadrice de la République de Turquie en Algérie, Son Excellence Mme Mahinur Özdemir Göktas, en reconnaissance de ses réalisations remarquables au service des deux pays, tout au long de son mandat en Algérie.

Le président de la République a reçu l'ambassadrice de la République de Turquie, Mahinur Özdemir Göktas, au terme de sa mission en Algérie.

LA GRANDE PANIQUE DES SIONISTES

La découverte d'un immense champ de lithium en Iran va changer les rapports de force. L'expert israélien en géopolitique, Anat Hochberg Marom, a déclaré au journal israélien Maariv que la découverte du réservoir de lithium iranien pourrait entraîner un changement dans l'équilibre régional des pouvoirs, et accorder à Téhéran une position inédite aux niveaux géopolitique et économique. Elle a ajouté qu'Israël observera avec intérêt comment Téhéran tentera de tirer parti de cette découverte à son profit.

Selon le journal israélien, la puissance militaire de l'Iran et la reprise de ses relations avec les pays arabes, dont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte, en plus de ses manœuvres militaires navales conjointes, notamment avec l'Inde et le Pakistan, constituent une source majeure d'inquiétude pour Israël.

Et de rappeler : «Le renforcement par l'Iran de ses relations stratégiques avec la Russie, en plus de la Chine, ainsi que de ses relations étroites avec l'Indonésie, le plus grand pays du monde islamique». «La situation économique et l'influence géopolitique de l'Iran devraient donc bientôt s'améliorer, après la découverte d'un énorme gisement de lithium, contenant 8,5 millions de tonnes – le deuxième plus grand gisement au monde après celui de Chili», a-t-on ajouté de même source.

Le gisement découvert en Iran est situé dans la province de Hamedan, à l'ouest du pays

EN CHINE, BLINKEN RÉAFFIRME QUE LES ÉTATS-UNIS NE SOUTIENNENT PAS «L'INDÉPENDANCE DE TAIWAN»

En visite pour maintenir la communication entre la Chine et les États-Unis et ainsi éviter un conflit, le secrétaire d'État s'est entretenu avec le dirigeant chinois avant de rentrer au pays. Le président chinois Xi Jinping a rencontré le secrétaire d'État américain Antony Blinken ce lundi 19 juin. La rencontre s'est déroulée au deuxième et dernier jour de cette visite destinée à apaiser les tensions entre les deux grandes puissances. Cet entretien intervient après une rencontre dans la matinée avec Wang Yi, le plus haut responsable du Parti communiste chinois (PCC) pour la diplomatie. Outre la très épineuse question des liens entre les États-Unis et Taïwan, île revendiquée par Pékin et au cœur des différends entre les deux puissances, les relations bilatérales restent tendues sur un grand nombre de dossiers. Antony Blinken a déclaré que la Chine avait renouvelé sa promesse de ne pas envoyer d'armes à la Russie pour sa guerre en Ukraine. «Nous, ainsi que d'autres pays, avons reçu l'assurance de la part de la Chine qu'elle ne fournit pas et ne fournira pas d'aide létale à la Russie pour une utilisation en Ukraine», a-t-il déclaré.

TRANSPORT MARITIME : **L'ENTMV ANNONCE LE REPORT DE PLUSIEURS TRAVERSÉES**

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, lundi, le report de plusieurs vols entre l'Algérie et Marseille en raison des conditions météorologiques. "L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs informe son aimable clientèle des changements opérés sur certaines traversées", lit-on, d'abord, dans le communiqué de l'ENTMV. Il s'agit, donc, de la traversée Marseille-Skikda, prévue demain 20 juin courant, qui a été reportée au 21 juin à 19 heures, précise la même source. Idem pour la desserte depuis le port de Skikda vers Marseille, programmée initialement pour le 21 juin, qui est reportée au 22 juin. Cette desserte sera assurée par le car-ferry Badji-Mokhtar III en partance d'Alger au lieu de Skikda. Algérie-Ferries tient à présenter ses excuses, quant à tous les désagréments causés suite à ces changements, conclut le communiqué.

AGRESSION SIONISTE À JÉNINE :

SIX PALESTINIENS TOMBÉS EN MARTYRS

Six Palestiniens sont tombés en martyrs et des dizaines d'autres ont été blessés lundi lors de l'agression menée par les forces de l'occupation sioniste à Jénine dans le nord de la Cisjordanie occupée, ont annoncé mardi des sources médicales citant un nouveau bilan. Le ministère palestinien de la Santé a affirmé que Amjad Aref Al-Jaas, 48 ans, a succombé à ses blessures reçues lors de l'agression du camp de réfugiés lundi à Jénine, portant à six le nombre de martyrs, dont un enfant, tombés dans la série d'agressions sionistes dans la ville palestinienne occupée. Selon l'agence de presse palestinienne WAFA, le fils du martyr Amjad Aref Al-Jaas, Wassim, est tombé en martyr le 25 janvier de cette année, après un massacre commis par les forces d'occupation à Jénine, au cours duquel neuf Palestiniens ont été tués.

LE SABOTAGE DU NORD STREAM DEFINITIVEMENT PROUVE

L'OTAN ATTAQUE L'EUROPE

"Une équipe de saboteurs a utilisé la Pologne comme base opérationnelle pour faire sauter les gazoducs Nord Stream qui transportaient du gaz de la Russie en Allemagne à travers la mer Baltique" : c'est ce qu'a établi une enquête officielle allemande, rapportée par The Wall Street Journal. Les enquêteurs allemands ont reconstruit la route en mer Baltique du yacht Andromeda, provenant de Pologne, à bord duquel ils ont trouvé des traces de HMX, un explosif militaire pour la démolition d'infrastructures sous-marines. Ainsi s'ajoute un nouveau chapitre explosif à l'enquête du journaliste étasunien Seymour Hersh "Comment l'Amérique a démoli le gazoduc Nord Stream". Tout est désormais prouvé. En décembre 2021 est convoqué à la Maison Blanche un groupe de travail -composé d'officiers de la CIA, de l'État-Major et du Département d'État- avec la mission de saboter le Nord Stream. En juin 2022, pendant l'exercice OTAN Baltops, des patrouilleurs étasuniens et norvégiens, opérant à partir du yacht Andromeda envoyé de Pologne, placent les charges sous-marines. Trois mois plus tard, le 26 septembre 2022, un avion P8 de la Marine norvégienne largue une bouée sonar, dont le signal fait exploser les charges. Le Wall Street Journal le définit comme "un des plus grands actes de sabotage en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale". C'est une action de guerre accomplie par trois membres de l'OTAN - États-Unis, Norvège et Pologne - contre l'Allemagne, membre de l'OTAN, pour empêcher l'Europe d'importer du gaz russe à bas coût. Le Secrétaire d'État Anthony Blinken a qualifié le blocage du Nord Stream d'"opportunité extraordinaire pour éliminer une fois pour toutes la dépendance de l'Europe de l'énergie russe, une énorme opportunité stratégique pour les années à venir" et a souligné que "les États-Unis sont devenus le principal fournisseur de gaz naturel liquéfié à l'Europe", GNL, évidemment beaucoup plus cher que le gaz russe. Maintenant arrivent à la conquête du marché énergétique européen Exxon, Chevron et d'autres compagnies USA qui "ont enregistré des profits record grâce à la flambée des prix du pétrole".

À cause du prix croissant de l'énergie - écrit le Wall Street Journal - "l'Eurozone glisse vers la récession, parce que l'inflation fait chuter la consommation, et l'Europe est bloquée par l'équivalent économique d'un long Covid". Dans cette Europe a commencé "le plus grand déploiement de forces aériennes dans l'histoire de l'OTAN" avec l'exercice "Air Defender" qui se déroule en Allemagne sous commandement USA.

ZIDANE EN LARMES DEVANT DES ENFANTS MALADES DU CANCER

Zinedine Zidane est apparu ému ce lundi à Istres. La légende du football français était présente dans cette commune des Bouches-du-Rhône en tant que parrain du domaine de Conclué, porté par l'association "Le Point Rose". Ce projet a pour but de créer une maison médicalisée pouvant accueillir les enfants atteints d'un cancer et leur famille pour passer des derniers jours "heureux" et se reconstruire après la mort, a rapporté BFMTV. L'association "Le Point Rose", de Nathalie Paoli, a choisi l'ancienne star des Bleus comme parrain. Ce dernier a salué ce lundi un projet "plus qu'exceptionnel" et n'a pas pu cacher ses larmes lors de sa prise de parole. "Ça va redescendre, ne vous inquiétez pas", a-t-il rigolé. "Je suis fier de pouvoir être le parrain de votre projet. Monsieur le maire (d'Istres, ndlr), vous pouvez être fier de promettre quelque chose d'exceptionnel comme vous le faites, en place. Pour toutes ces familles. Sincèrement, vous n'avez pas idée", a-t-il déclaré les larmes aux yeux.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

640 EXPOSANTS, ALGÉRIENS ET ÉTRANGERS, Y PRENNENT PART

Le Président de la République inaugure la 54e édition de la FIA

Près de 640 exposants, algériens et étrangers, prennent part à cette édition qui a ouvert ses portes hier mardi et se poursuivra jusqu'au 25 juin en cours. L'Italie est l'invitée d'honneur de cet évènement économique de grande importance, organisé sous le haut patronage du Président de la République.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier, au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), à l'inauguration de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème "Algérie : vision et nouvelles perspectives".

Le Président de la République a été accueilli au Palais des expositions par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ainsi que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi. Près de 640 exposants, algériens et étrangers, prennent part à cette édition qui a ouvert ses portes hier mardi et se poursuivra jusqu'au 25 juin en cours. L'Italie est l'invitée d'honneur de cet évènement économique de grande importance, organisé sous le haut patronage du Président de la République.

La 54ème édition de la FIA s'étalera sur six jours de 11H00 à 19H00. Un important programme d'animation a été élaboré à cette occasion. Il s'agit, notamment, de l'organisation du 1er forum « Algéria expo-Invest » dédié à faire connaitre les opportunités d'investissement prometteuses et les avantages offerts par la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que les opportunités d'exportation dans le cadre de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf). Il est également prévu des conférences économiques. Elles seront présentées par l'ambassade d'Italie en Algérie, en marge du Salon. Elles traiteront du partenariat algéro-italien et des opportunités de coopération, notamment dans la filière agricole. De son coté, l'ambassade de Grande Bretagne en Algérie présentera une conférence intitulée « Schéma préférentiel pour les pays émergents », afin de présenter aux exportateurs algériens les privilèges réservés aux marchandises exonérées de frais de dédouanement pour accéder au marché britannique. Par ailleurs, des rencontres sont prévues entre opérateurs économiques algériens et représentants des entreprises économiques internationales qui participent à la Foire.

En marge de cet évènement d'envergure, des activités artistiques, particulièrement des animations pour enfants, des projections cinématographiques et des rencontres d'Histoire seront également au rendez-vous.

I. Med

DES MILITAIRES FRANÇAIS INTERCEPTÉS ET DÉSARMÉS AU TCHAD

DÉSINTÉGRATION FINALE POUR BARKHANE

Sur twitter (que vous pouvez consulter ici : https://twitter.com/nouvelleaubefr/status/1670742845559390209?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1670742845559390209%7Ctwgr%5E347ac888aa5897d16e9c627b0e4919a1fff6764e%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Ffr.sputniknews.africa%2F20230619%2Fdes-militaires-francais-desarmes-et-immobilises-par-larmee-tchadienne---video-1060035660.html) la présence militaire française en Afrique connaît une lente désintégration.

Décriée, pointée du doigt, la France est désormais indésirable en Afrique. Le retour en force des « Africanistes, à l'image de Kébi Séba, Tanou Lelle et consorts, a sonné le glas de la présence militaire française. Même les soldats du Tchad (officiellement alliés de la France) ont été inflexibles pour signifier aux soldats français, de passage dans un désert tchadien (qu'y faisaient-ils, tiens ?) qu'ils ne sont pas les bienvenus. En effet, des militaires français en mission ont vu leur convoi arrêté par les forces tchadiennes, peut-on voir sur la vidéo qui a fait le buzz sur twitter. Les soldats ont été désarmés et forcés d'attendre en dehors de leur véhicule, comme le montre la vidéo.

Les militaires français ont été interceptés aux abords d'Adré, par les responsables de la base militaire située à l'entrée de la ville, selon Tchad One. Ne connaissant pas l'objet de la mission française, les Tchadiens ont donc procédé à des vérifications, faisant sortir les Français de leur blindé et les faisant s'accroupir sur le côté de la piste, en prenant bien soin de les désarmer.

I.M.A.

AL24NEWS DIFFUSE UN COMPTE-RENDU DE LA VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN FÉDÉRATION DE RUSSIE

Revivre l'apothéose du Kremlin, le Spief et le Pacte de Moscou

D'une durée d'un peu plus de 16 minutes, un reportage sur la visite du Président Tebboune en Russie, son action, ses discours et le bilan de ce périple hautement stratégique, a été réalisé par la chaîne internationale Al24News. Ce compte-rendu de la visite d'Etat en Russie permet surtout d'embrasser, d'un seul coup, toute l'étendue de ce voyage, couronné par une dernière journée au sein du Forum économique de Saint-Pétersbourg, sorte de Davos altermondialiste. Comme on peut encore le revoir, lors de cette visite, un accueil solennel a été réservé au Président de la République par son homologue russe, au Palais du Kremlin, avant les entretiens des deux présidents, élargis par la suite aux membres des délégations des deux pays.

Evènement majeur à signaler, le Président de la République a remercié le Président Poutine pour la confiance placée en lui et en l'Algérie pour une médiation entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Les deux présidents ont signé la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre l'Algérie et la Fédération de Russie, et coprésidé la cérémonie de signature de plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes d'action entre les Gouvernements algérien et russe. On saura également que dans le cadre de cette visite d'Etat, Tebboune était accompagné d'une importante délégation ministérielle, et qu'il a présidé les travaux du Forum économique algéro-russe, auquel ont pris part 70 opérateurs économiques algériens et 200 hommes d'affaires russes.

Intervenant lors de ce Forum, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie s'était engagée dans un programme multidimensionnel et avait fait de 2023 l'année de la relance économique. Bouffée historico-culturelle, le président de la République a inauguré la stèle commémorative du fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, au centre de Moscou. La médaille "El Achir" de l'Ordre du mérite national a été décernée à Andreï Pavlenko, en reconnaissance de sa contribution à la neutralisation de milliers de mines semées par l'occupant français le long des frontières algériennes, durant la Guerre de libération.

Au dernier jour de sa visite, le Président de la République a participé aux travaux du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF) en tant qu'invité d'honneur.

I.M.Amine

LE MARCHÉ DU TRAVAIL FAIT UNE ÉVALUATION PROSPECTIVE DES FUTURS BESOINS EN COMPÉTENCES

Le « reporting industriel », la clé pour booster les entreprises

Un atelier technique sur l'évaluation prospective des futurs besoins en compétences pour les chaînes de valeur, inscrit dans le cadre du Projet STED "compétences pour le commerce et la diversification économique" dont la réalisation est confiée au bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en Algérie, est lancé depuis lundi à Alger. Avec la participation des représentants des secteurs concernés, outre des experts en la matière, le projet STED vise à renforcer le service public de l'emploi par les mécanismes de prospective relatifs aux besoins du marché du travail. Pour Alger, il s'agit plus de définir ses besoins futurs, de manière à "assurer le service public en termes de médiation dans le marché du travail", "les mécanismes garantissant la transparence, la qualité et l'efficacité en matière de gestion, à travers notamment le traitement des offres et des demandes d'emploi". Loin du discours officiel, l'expert en enquête industrielle, Mohamed Benamor, préconise de revenir au reporting, qui consistait à mettre une base de données de toutes les compétences en la matière au service de l'entreprise, et c'est à partir de là qu'on peut avancer vers plus de rigueur dans la définition et la réalisation de l'efficacité. Le reporting est l'expression anglophone de la communication de données. Il consiste en la présentation de rapports sur les activités et les résultats d'une entreprise ou de toute autre organisation. « Aux Etats-Unis, c'est grâce au reporting que les grandes entreprises avancent ». Et de rappeler : « Au Japon, pays hyperdéveloppé, une entreprise commerciale qui entamait une courbe descendante en matière de ventes, a rappelé l'ancien personnel d'encadrement mis à la retraite, pour, d'abord, dresser un état des lieux, et étudier, ensuite, les moyens de circonscrire les indicateurs passés au rouge, et opérer, enfin, le redressement attendu. Aussitôt réembauchés, les résultats ont été vite palpables sur le marché. En Algérie, à une échelle plus élevée, c'est le même phénomène qui se profile. Les compétences mises à la retraite n'ont pas été remplacées, la relève tarde à prendre forme, et les résultats s'en ressentent. Le monde universitaire se plaint de ce déficit scientifique. les meilleurs cadres algériens ont fait et font encore le bonheur des pays européens et nord-américains. Et il n'est que de voir le niveau des nouveaux diplômés universitaires pour se convaincre du déficit. Le monde médical connaît les mêmes déficits. 120 000 médecins algériens, blasés par un quotidien monotone et des problèmes six à la douzaine, ont plié bagage pour aller exercer dans les meilleurs hôpitaux français, américains, canadiens, etc. La planification est un domaine qui devait attirer les meilleures « têtes » du pays, puisque, comme son appellation l'indique, ce secteur important planifie, dirige, prévoit, définit et se projette dans l'avenir. Le déficit en experts en gestion des crises est alarmant. Au milieu des années 1990, les prêts consentis par le Fonds monétaire international (FMI) à l'Algérie étaient assortis de conditions, dont la nécessité de mettre fin à une industrie naissante, sous prétexte de non-rentabilité, et de mettre à la retraite les cadres. C'est ainsi que des milliers de cadres hypercompétents ont été remerciés et mis à la retraite (anticipée). L'Algérie venait de perdre brutalement ses meilleurs masters. Une grande partie de ceux-ci sont partis en Europe et au Machrek où ils ont fait les beaux jours de ces pays. « Avec une embellie financière qui est là, nous dit Benamor, il est temps de revenir au reporting industriel, un savoir-faire qui ne doit pas être abandonné ».

I.M.Amine

67E ANNIVERSAIRE DE L'EXÉCUTION D'AHMED ZABANA

LAÏD REBIGA APPELLE LA JEUNESSE À S'INSPIRER DU COURAGE DU HÉROS

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, pour qui la préservation de la mémoire des martyrs est un devoir sacré pour toutes les générations, a appelé, ce lundi, depuis Mascara, «à adhérer à l'histoire et à la mémoire de leurs ancêtres, à l'image du martyr Ahmed Zabana».

En effet, dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 67e anniversaire de la mort du martyr Ahmed Zabana, le ministre a déclaré : «Je m'adresse à la conscience, au sentiment et au patriotisme des jeunes, pour les inviter à adhérer à l'histoire et à la mémoire de leurs aînés, tel le martyr Ahmed Zabana.» En outre, par la même occasion, le ministre a souligné «la nécessité pour les jeunes d'être inspirés par le sacrifice de leurs aînés, afin de faire face aux défis du présent». Dans ce contexte, Rebiga a souligné que son ministère s'emploie à «préserver la mémoire des martyrs, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune».

Et d'ajouter, dans le même contexte, qu'«aujourd'hui, la mémoire nous ramène à ces exploits chargés du haut degré de détermination et de défis de la part du peuple algérien pour gagner la bataille de la liberté, reconquérir la souveraineté et évoquer les grands sacrifices et le grand héroïsme des hommes qui ont donné des exemples frappants de courage et d'altruisme, se sacrifiant pour le bien du pays».

Il a ajouté : «Cette rencontre, qui revêt une importance capitale, est l'occasion de chérir les épopées héroïques de combattants, tels que Ahmed Zabana et ses camarades, qui ont été condamnés à mort.»

Aussi, le ministre des Moudjahidine a souligné que «le 19 juin 1956, le colonialisme français a commis un crime odieux en exécutant l'héroïque martyr Ahmed Zabana, condamné à la peine capitale pour avoir réclamé le droit légitime du peuple algérien à une vie décente».

Et de conclure son intervention en indiquant : «Aujourd'hui, alors que nous perpétuons une grande révolution, nous rappelons la mémoire d'un grand martyr, en la personne de Ahmed Zabana, dont le parcours héroïque devrait servir d'exemple à notre jeunesse.»

R.N.

SAISON ESTIVALE, PRÉVENTION DES FEUX DE FORÊT… : LES ASSURANCES DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Des sujets d'une actualité brûlante ont été évoqués par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Lors de son passage au Forum de la Radio algérienne, Brahim Merad a évoqué, entre autres, la saison estivale, les incendies de forêt, les projets des codes communal et de wilaya, le Schéma national d'aménagement du territoire (Snat) et la préservation des terres relevant des domaines de l'Etat.

Le ministre s'est longuement attardé sur la saison estivale. L'invité du Forum de la Chaîne I a assuré que tout a été mis en œuvre pour couronner de succès cette parenthèse estivale. «Tous les moyens sont mobilisés pour assurer des conditions de confort, de tranquillité et de sérénité aux citoyens. Etre au service du citoyen est au cœur des préoccupations du président de la République».

R.N.

Projet de règlement intérieur de l'APN : des sanctions contre les députés absentéistes

«L'image d'un hémicycle quasi vide est intolérable», déclarait souvent son président, Brahim Boughali. Cela devrait changer et la Chambre basse s'attelle à la tâche. Des discussions ont été engagées entre différents députés. Et elles semblent avoir abouti à un consensus autour du projet du nouveau règlement intérieur de l'Assemblée…

«L'image d'un hémicycle quasi vide est intolérable», déclarait souvent son président, Brahim Boughali. Cela devrait changer et la Chambre basse s'attelle à la tâche. Des discussions ont été engagées entre différents députés. Et elles semblent avoir abouti à un consensus autour du projet du nouveau règlement intérieur de l'Assemblée. La question a été ainsi tranchée : les députés qui cumuleront trois absences aux séances plénières, s'exposeront à des sanctions effectives, et dissuasives. Ils ne pourront pas prétendre à des postes de responsabilité dans les instances de l'APN. En vertu de cette disposition, l'élu est condamné d'emblée à ne pas présider les commissions parlementaires, à occuper les postes de vice-président ou à participer à des commissions et des missions à l'étranger. Cela devrait inciter les députés à plus de rigueur et de discipline dans le travail législatif et le rendement parlementaire. Les débats autour de ce projet sont prévus pour les 11, 12 et 13 juillet prochain. Farida Djabali, députée du FLN, estime que l'Assemblée doit retrouver «son lustre d'antan» et ce, à travers une dynamique novatrice qui exige des députés « pleinement investis et engagés ». Elle a rappelé que l'élu doit respecter son mandat ainsi que le citoyen qui l'a choisi pour qu'il soit son porte-voix. Djabali a tenu à préciser que son parti est intransigeant sur la question de présence aux plénières et aux travaux des commissions. «Pour preuve, le groupe parlementaire a instauré des sanctions internes à l'égard des députés qui manquent de sérieux », soutient-elle. Ces derniers sont interdits de sortie en mission quand il s'agit de représenter le Parlement à l'extérieur du pays, a-t-elle informé, précisant que les députés ne sont pas tous obligés d'assister aux questions orales hormis leurs auteurs. La députée relève également que l'absence des élus aux séances plénières s'explique par « leurs activités sur le terrain ou en commission ». Elle souhaite qu'à l'ère de Boughali, les choses vont changer dans le bon sens pour l'intérêt de cette institution.

Y.B.

Ecole supérieure navale de Tamentfoust : sortie de cinq promotions

Le Commandant des Forces navales, le Général-major Mahfoud Benmeddah, a présidé, lundi, la cérémonie de sortie de cinq promotions à l'Ecole supérieure navale « Moudjahid Général-Major Mohamed Boutighane » de Tamentfoust (Alger) au titre de l'année académique 2022-2023. Les promotions ont suivi des formations dans plusieurs spécialités, dont le Commandement et l'Etat-major, le Perfectionnement et la Gestion et l'administration des affaires maritimes. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Commandant de l'Ecole supérieure navale, le Général-Major Marzouk Ahmed a souligné l'importance du système de formation, qui permet incontestablement, a-t-il dit, de « forger des compétences militaires capables de s'adapter aux progrès militaires rapides que connaît le monde aujourd'hui », exhortant les nouveaux diplômés à « faire preuve de discipline et d'abnégation pour être à la hauteur de la renommée de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) ». Après la prestation de serment, la remise des diplômes et des grades aux majors de promotions et la passation du drapeau, les promotions sortantes ont été baptisées du nom du chahid Oukil Ali. La cérémonie a ensuite été marquée par des exhibitions d'arts martiaux « Kouk-soul » exécutés par des élèves, suivies de la parade militaire des promotions sortantes. Au terme de la cérémonie, la famille du chahid Oukil Ali a été honorée par le Général-major Benmeddah, qui a signé le Livre d'or de l'Ecole. Né le 15 mars 1921 dans la commune de Lakhdaria (Bouira), feu Oukil Ali a rejoint les rangs de l'ALN en 1955, où il a été chargé d'organiser les structures des moudjahidine (vivres, ravitaillements et collectes).

Connu pour son courage et son dévouement dans la lutte pour la liberté et l'indépendance de l'Algérie, le chahid Oukil Ali est tombé au champ d'honneur en 1958.

R.N.

Campagne de prévention contre la drogue : une activité de sensibilisation à la place «El Kettani»

La direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger, a organisé lundi au niveau de la Place "El Kettani" à Bab El Oued (Alger), une activité de sensibilisation intervenant dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre ces poisons, lancée le 19 mai dernier sous le signe "la jeunesse lutte contre la drogue". Dans une déclaration à l'APS, Mme Dounia Boulifa, psychologue, de l'Office des établissements des jeunes de la wilaya d'Alger a expliqué que cette campagne nationale qui se poursuivra jusqu'au 26 juin, visait les jeunes de tout âge et a pour ambition de les sensibiliser aux dangers de la consommation des drogues et des psychotropes. Relevant que plusieurs caravanes de sensibilisation ont été prévues à la capitale dans le cadre de cette campagne, Mme Boulifa a cité celle organisée le 17 juin à la placette de la mairie de Bir Touta, et l'exposition organisée aujourd'hui à la place "El Kettani". Elle a annoncé, dans le même cadre, des activités similaires à Zéralda, Dar El Beida, Rouiba et Barraki, la clôture de la campagne nationale de sensibilisation devant avoir lieu le 26 juin au niveau de la rue principale de la ville de Sidi Abdallah. Des psychologues issus des différentes maisons de jeunes locales et nombre d'associations du domaine animent ces caravanes, a fait savoir Mme Boulifa qui a rappelé au passage la caravane de sensibilisation organisée au niveau des établissements éducatifs de la wilaya.

APS

Projet de loi relatif aux forêts, un instrument de protection et de valorisation

L'enjeu aujourd'hui est de trouver des opportunités d'investissement dans des projets liés à la forêt, en faisant appel aussi bien au secteur public qu'au secteur privé pour les mettre en œuvre. La forêt doit présenter une vision dynamique de l'évolution des écosystèmes, et ce, dans le cadre des politiques territoriales.

Mais les forêts, il y a nécessité aujourd'hui de les protéger contre les incendies. Et cela doit être réglementé par la loi, le régime général des forêts n'étant plus compatible avec les évolutions économiques du pays. Et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural en est conscient. Il vient de mettre au point un projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières. Mohamed-Abdelhafid Henni a rappelé que l'ancienne loi qui date de 1983 a été élaborée dans un contexte constitutionnel exceptionnel et les spécialistes se sont accordés depuis sur la nécessité de combler ses lacunes. «Cette loi a perdu de sa capacité répressive et il a fallu revoir les sanctions concernant les crimes commis contre ces espaces de vie», a-t-il déclaré. Selon Henni, les richesses forestières sont des vecteurs de développement et doivent être valorisées et exploitées. Il s'est attardé ensuite sur les dégâts que causent chaque année les feux de forêt et le besoin de revoir la gestion économique des espaces forestiers. Le texte soumis aux députés contient 164 articles et stipule notamment qu'il est temps de réviser les instruments administratifs et opérationnels de la gestion du patrimoine forestier dans le cadre d'un projet de valorisation de nature à améliorer la qualité de vie du citoyen. Les trois grands axes du projet tracent les contours d'une stratégie nationale et de plans et schémas directeurs. Le texte évoque les principaux instruments fondamentaux sur lesquels s'appuient l'administration et la gestion du patrimoine public forestier, et énonce le principe de la soumission systématique des forêts à des plans d'aménagement pour leur gestion intégrée et leur exploitation ordonnée et contrôlée. Le projet prévoit des procédures pour la certification de la gestion durable des forêts, la traçabilité des produits forestiers, la réhabilitation et la restauration du patrimoine national forestier, la gestion et le développement des nappes alfatières et des terres à vocation alfatière, la gestion des zones humides et des aires protégées. Il vise à protéger le patrimoine national face aux feux de forêt et la lutte contre la désertification. De fermes dispositions ont été élaborées pour arrêter toute exploitation excessive ou abusive de ce capital. Ce texte traite également des atteintes et occupations illicites telles que les constructions et installations dans le domaine public forestier ou à proximité et les extractions de minéraux et dépôts de matériaux dans le même domaine. Dans ce sillage, il a annoncé que les textes d'application du projet seront promulgués dans une période qui ne dépassera pas une année. Lors du débat, les députés ont insisté sur l'importance d'une lutte plus efficace contre les incendies récurrents. Wahid Sid Chikh, député indépendant, a regretté aussi l'inaction face à la désertification qui avance et l'absence d'un système infaillible de nature à protéger les forêts contre les feux. Il a proposé le recours aux drones qui sont «des moyens très efficaces». Ablila Afif, du MSP, a mis l'accent sur l'identification des pyromanes parla mise en place d'un régime de surveillance permanent. Pour lui, «les lois sont bonnes mais les mécanismes d'application font défaut». «Le Barrage vert sera réhabilité à la faveur de cette loi, mais il est indispensable de réactualiser sa promotion», a-t-il renchéri. Ben Cherif Halim, du RND, estime que le projet «n'apporte rien de nouveau». Il a suggéré l'adoption d'une approche de prévention et non de répression dans le cadre d'une stratégie multisectorielle. Kamel Ben Khellouf, du Mouvement El Bina, a partagé cet avis mais constate que «beaucoup de lois sont à caractère répressif quand l'enjeu est ailleurs». L'Algérie devrait s'engager, de manière plus résolue et qualitative, dans la valorisation de son système forestier productif, ligneux et non ligneux, en l'inscrivant dans une dynamique économique à grande valeur ajoutée qui intègre l'innovation". Aujourd'hui, les formations forestières sont sérieusement réduites et menacées, sous les effets du changement climatique. Elles font régulièrement l'objet d'agression en tout genre : incendies, défrichement, artificialisation des sols, vol et exploitation illégale du produit forestier….

Y.S.

CODES COMMUNAL ET DE WILAYA : CONSOLIDER LE RÔLE DES ÉLUS LOCAUX

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a donné, hier, depuis la wilaya de Skikda le coup d'envoi de la saison estivale 2023. C'est à partir de la plage de Larbi-Ben-M'hidi, dans la commune de Djendel, wilaya de Skikda, que le ministre a donné le coup d'envoi de la saison estivale qui a été lancée sous le slogan « Notre pays nous rassemble « et il a également inspecté les derniers préparatifs pour assurer une saison estivale en toute sécurité. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que « les services de la wilaya sont mobilisés pour assurer la sécurité des citoyens et des touristes pendant la saison estivale 2023. « Il a souligné aussi « la nécessité de mettre en place des facilités pour la communauté algérienne dès son arrivée en Algérie. « Le ministre de l'Intérieur a indiqué que « l'Algérie connaîtra cet été des activités culturelles et sportives à travers toutes les wilayas «. Merad a également suivi le plan de sécurité qui a été préparé pour la saison estivale à travers des présentations de la Direction générale de la Protection civile, de la Direction générale de la Sûreté nationale et le Commandement de la Gendarmerie nationale. Soulignant que « le soutien continu de la wilaya aux services de la Protection civile, en particulier avec des capacités matérielles et des moyens technologiques modernes, afin de faire face de manière optimale aux risques. « Merad a appelé à la même occasion à « l'implication de la recherche scientifique et des start-up dans les efforts visant à développer en permanence les capacités de prévention et d'intervention. « Le ministre souligne la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation concernant la baignade dans les lieux interdits, notamment avec « l'implication des acteurs de la société civile et des instances nationales telles que l'Observatoire national de la société civile et le Conseil supérieur de la jeunesse. Il convient de noter que les autorités locales de plusieurs wilayas du pays ont déjà commencé à préparer les plages en vue de la saison estivale. Par ailleurs, un programme spécial a été établi qui comprend des campagnes de sensibilisation, des programmes de divertissement, des expositions d'industries traditionnelles et autres.

R.N.

Feux de forêt : mobilisation de six avions bombardiers d'eau

Tous les moyens nécessaires sont mobilisés pour lutter contre les feux de forêt, a affirmé, ce lundi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, lors de son passage au Forum de la Radio algérienne. Brahim Merad a évoqué la mobilisation de six avions bombardiers d'eau, la réalisation de pistes d'atterrissage au niveau de 10 wilayas, le déploiement de 65 colonnes mobiles et la mobilisation de 15.000 agents de la Protection civile. Pour le ministre, il s'agit d'éviter les scénarios dramatiques de ces deux dernières années et réduire considérablement le risque de départ de feux et donc le nombre d'incendies. Il a rappelé la nécessité d'une intervention rapide et efficace. Comme il a insisté sur la prévention, préconisant à ce propos d'associer l'ensemble des intervenants dont la société civile. «Nous avons tiré les enseignements des derniers incendies. Nous avons renforcé nos équipes. Nous nous sommes dotés de moyens qui nous permettent d'agir avec rapidité et efficacité», a-t-il expliqué.

R.N.

Intoxications alimentaires : le ministère de la Santé rappelle les mesures préventives

Le ministère de la Santé a rappelé, lundi, dans un communiqué, les mesures préventives à prendre pour éviter les intoxications alimentaires durant la saison estivale. Le ministère recommande ainsi de "respecter les règles élémentaires d'hygiène en veillant à la propreté des mains et de la vaisselle, de laver les légumes et fruits avant leur utilisation, de vérifier la date de péremption et de s'assurer que le réfrigérateur est à 4 degrés Celsius".

Il conseille de "laver les planches de coupe et tous les ustensiles de cuisine ayant servi pour les viandes crues, de ne jamais décongeler les viandes à température ambiante et de respecter la chaîne de froid, de cuire les aliments et les viandes à une température adéquate et de ne jamais cuire les viandes à mi-cuisson et les refaire cuire plus tard". Le ministère appelle aussi à "conditionner les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à être consommer, de ne pas laisser des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante et de ne pas conserver des aliments trop longtemps, même dans le réfrigérateur, et de se soigner et protéger toutes lésions ou coupures sur les mains avant toute préparation alimentaire". Le ministère souligne que "les symptômes les plus fréquents d'une toxi-infection alimentaire pouvant se manifester durant une période, sont les nausées, les douleurs abdominales et parfois l'apparition de diarrhée et de fièvre".

R.N.

L'ALGÉRIE L'A ADOPTÉ DEPUIS LONGTEMPS

Le dessalement de l'eau de mer, une bonne option alternative

Des options alternatives telles que le dessalement de l'eau de mer ou la réutilisation des eaux usées se sont répandues dans le pays. Un bémol cependant : le dessalement de l'eau de mer reste relativement cher, car il consomme beaucoup d'énergie...

Le dessalement de l'eau de mer est une solution permettant d'envisager une ressource illimitée en eau. L'Algérie a choisi cette option. Et les résultats semblent encourageants. Aussi, le pays veut multiplier encore les projets de dessalement, en faisant appel à des techniques novatrices. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi 19 juin, une délégation de la société norvégienne MWP, spécialisée dans le dessalement de l'eau de mer par stations flottantes, conduite par son P-DG, Rasmus Sand. A cette occasion, Rasmus Sand a fait une présentation de MWP, ainsi qu'un ensemble de solutions proposées dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, notamment à travers la réalisation d'usines flottantes de dessalement utilisant des techniques et technologiques de pointe fournies par l'entreprise norvégienne. Le ministre de l'Energie et des Mines s'est attardé sur l'importance et le soutien sans réserve du gouvernement au programme national de dessalement de l'eau de mer, une stratégie cohérente devant assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable et renforcer la sécurité hydrique du pays. Mohamed Arkab a souligné la nécessité d'adopter ce type de station sur des technologies avancées et pionnières pour le filtrage et le traitement de l'eau de mer. Il a également demandé la remise d'un dossier technique complet sur la solution pour étude approfondie avec les experts de la société algérienne de l'énergie. Il est bon de savoir que le ministère de l'Energie et des Mines a été chargé de la réalisation de méga-stations de dessalement de l'eau de mer, d'une capacité de 300.000 m3 /jour, et dont les études sont en cours. Avec la livraison de ces cinq stations et celles en cours d'achèvement, cela devrait permettre à l'Algérie d'assurer 60% de l'alimentation en eau potable de la population. Le ministère de l'Energie tient en fait plusieurs fers au feu, agissant sur plusieurs fronts. Il veut par exemple orienter l'investissement vers les techniques et les applications nucléaires à usage médical. Il s'agit d'un gros challenge pour le ministère de l'Energie et pour celui de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Mohamed Arkab et son collègue Ali Aoun viennent d'ailleurs d'organiser une réunion de travail et de suivi de l'élaboration d'une feuille de route pour le développement du nucléaire à usage médical. La rencontre s'est déroulée au siège du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA), en présence de représentants des ministères de la Santé, et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ainsi que de membres du groupe de travail intersectoriel (Energie et mines, Santé, Enseignement supérieur et recherche scientifique, Industrie et production pharmaceutique, et (COMENA) chargé d'établir la feuille de route. A la faveur de cette réunion, un exposé sur le rapport préliminaire et le plan d'action élaboré par le groupe de travail intersectoriel concernant plusieurs aspects, dont la prévention, le diagnostic, le traitement, la maintenance des équipements, la formation, la recherche scientifique et le développement technologique, a été présenté. Après avoir salué les efforts du groupe de travail chargé d'élaborer et de finaliser la feuille de route et le plan d'action, les ministres ont été unanimes à souligner la nécessité d'établir un échéancier, en définissant les équipements de médecine nucléaire prioritaires en vue de les produire localement et de bénéficier des expertises et du transfert technologique dans ce domaine. Pour rappel, M. Arkab avait présidé, le 16 avril dernier, l'installation d'un groupe de travail multisectoriel chargé d'élaborer une feuille de route pour orienter l'investissement dans les techniques et les applications nucléaires à usage médical. Le groupe de travail est chargé de recenser les utilisations actuelles en Algérie des techniques et des applications nucléaires en matière de lutte contre le cancer et de définir les besoins immédiats et à moyen terme dans le cadre du programme national de lutte contre le cancer. Le groupe est également chargé de déterminer et d'organiser l'infrastructure dans le cadre du programme de recherche scientifique lancé dans ce domaine et d'élaborer des programmes de formation et de qualification, en veillant à renforcer les capacités nationales et à promouvoir les relations de coopération internationale et régionale pour soutenir le programme de lutte contre le cancer en Algérie.

Youcef Salami

ALI BEY NASRI, EX-PRÉSIDENT DE L'ANEXAL, EXPERT EN COMMERCE EXTÉRIEUR, À L'EXPRESS :

« La sidérurgie peut exporter facilement pour 1,5 milliard de dollars »

Dans cet entretien, le spécialiste aborde le potentiel algérien à l'exportation à court et moyen terme ainsi que les contraintes à l'exportation. Il souligne la nécessité de valoriser les hydrocarbures car la plus-value avec cette transformation est dix fois plus importante.

Entretien réalisé par Khaled Remouche

● L'Express : Quelle a été l'évolution du niveau des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie ?

Ali Bey Nasri : En 2022, l'Algérie a exporté pour 6,6 milliards de dollars. Concernant les quatre premiers mois de 2023, le chiffre a été annoncé officiellement : 2 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de l'année en cours. L'objectif du gouvernement est de réaliser 13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures en 2023. Je sais que tous les ministères sont mobilisés pour réaliser cet objectif. Je sais que des réunions d'évaluation se tiennent actuellement pour déterminer ce qu'il faut faire pour atteindre cet objectif.

● Quels sont les secteurs qui vont contribuer de manière significative à la réalisation de cet objectif ?

Ce sont les produits actuels qui ont permis d'atteindre le niveau d'exportation de 2022. Je citerai la sidérurgie. Cela en augmentant les volumes à exporter. La filière exporte pour 950 millions de dollars, pour un volume de 3 millions de tonnes de produits sidérurgiques vendus à l'étranger. Elle peut aller facilement jusqu'à 1,5-1,6 milliard de dollars d'exportation. Pour le ciment, il y a un problème de capacité de chargement dans les ports. On peut exporter pour 10-15 millions de tonnes. La filière peut doubler ses exportations. Elle a exporté pour 400 millions de dollars. Elle peut atteindre le chiffre de 800 millions de dollars. Le problème, c'est la capacité de chargement des ports qui est insuffisante. La capacité de chargement des navires, en un mot, pose problème. Pour les engrais, il ne faut pas parler de volume, il faut parler beaucoup plus du prix. Pour l'ammoniac, l'urée, l'ammonitrate, l'Algérie a exporté pour 4 milliards de dollars en 2022. Il faut savoir que ces exportations sont intimement liées au prix du gaz et à celui du baril de pétrole. Si le prix du baril de pétrole baisse, la valeur de ces exportations baisse. Pour les fertilisants donc, si le prix du baril de pétrole augmente, leur valeur augmente.

Ali Bey Nasri, ex-président de l'Anexal

● Qu'en est-il des autres dérivés des hydrocarbures qui sont inclus dans les exportations hors hydrocarbures ?

Je vais inverser la question. Cette conception de dérivés d'hydrocarbures inclus dans les exportations hors hydrocarbures est typiquement algérienne. On exporte de l'ammoniac qui est constitué à 70% de gaz. Quand on l'exporte, on le vend à 1000 dollars la tonne. Il convient donc de valoriser le gaz. Le gaz valorisé peut donc coûter à l'export plus de 1000 dollars la tonne. Je préfère la valorisation du gaz à travers la pétrochimie. L'Algérie importe pour 1 milliard de dollars de produits de plasturgie. Il faut savoir que pour le PET (emballage plastique destiné à l'eau minérale et autres boissons), on l'importe de l'Arabie Saoudite alors que le gaz est composé de l'éthane. Avec le vapocraquage d'éthane, on peut produire localement la matière première pour obtenir ce PET, avec les polymères, les polyamides, on peut fournir la matière première pour toute l'industrie plastique. Si on valorise le phosphate, le produit fini se vend à 700 dollars, alors que ce minerai est vendu seulement à 80 dollars à l'international.

● Comment situez-vous notre potentiel à l'export des produits pharmaceutiques ?

Personne ne pourra vous le dire. Parce que la réglementation qui régit ces exportations est une contrainte pour les opérateurs de la filière.

● Quelles sont les contraintes qui persistent à l'exportation ?

La réglementation des changes constitue l'une des principales contraintes à l'exportation. Parce qu'elle n'est pas en phase avec les standards internationaux.

Par exemple, un opérateur ne peut pas investir dans la création d'un bureau de liaison à l'étranger alors que c'est nécessaire pour pénétrer le marché, notamment africain. Jusqu'à quand l'entreprise algérienne ne pourra-t-elle pas se développer à l'international comme les autres pays ?

● Qu'en est-il des perspectives à moyen terme des exportations hors hydrocarbures ?

Le constat est le suivant : 80% des exportations réalisées actuellement est le fruit de dix années d'investissement. Cela veut dire qu'il faut investir aujourd'hui pour l'avenir, pour maintenir et augmenter nos exportations à moyen et long termes. Il faut voir aujourd'hui dans quels créneaux investir, tenir compte de la demande mondiale. Il faut voir aussi quels sont les métiers du futur.

K.R.

ROUTE REGGANE/BORDJ-BADJI-MOKHTAR/TIMIAOUINE

Il y a nécessité de livrer le 1er tronçon d'ici à la fin de 2023

Les directions des travaux publics de la wilaya d'Adrar se chargent de la gestion d'une tranche qui s'étend sur une distance de 40 km à Bordj-Badji-Mokhtar, étant donné que le taux d'avancement des travaux s'élève à 70%, en sus de veiller à la réalisation de près de 65 km dans la région d'Adrar. Bordj-Badji-Mokhtar a bénéficié de plusieurs projets de développement dans le secteur des travaux publics, dans le but d'améliorer le cadre de vie dans les zones frontalières, en accordant plus d'attention aux pôles de vie situés entre Reggane, Bordj-Badji-Mokhtar et Timiaouine...

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a affirmé, lundi depuis Bordj Badji Mokhtar, la nécessité de livrer, d'ici à la fin de l'année en cours, le premier tronçon (140 km) du projet de modernisation de la route nationale N 6 reliant Reggane, Bordj Badji Mokhtar et Timiaouine. M. Rakhroukh qui suivait un exposé sur le projet au niveau de la région Zighoud-Youcef lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, a précisé que « le premier tronçon du projet doit être livré d'ici à la fin de l'année, selon les normes requises, d'autant qu'il aurait dû être livré 15 mois après son lancement en 2019 ». Il a, en outre, souligné que le retard accusé dans les travaux du projet, dont la réalisation implique nombre d'entreprises publiques, et auquel une enveloppe financière de plus de 9,4 milliards DA a été allouée, entraîne une augmentation des coûts, insistant sur la nécessité d'identifier les causes du retard accusé dans ce tronçon. Il a, dans ce cadre, souligné l'importance de préparer un cahier des charges tenant compte de tous les aspects, notamment ceux liés à la disponibilité des équipements chez l'entreprise de réalisation. De leur côté, les entreprises de réalisation ont exprimé leur engagement à respecter les délais et à livrer le premier tronçon d'ici la fin de l'année en cours, d'autant plus que le taux d'avancement des travaux est de 52%, selon les explications fournies par le directeur des travaux publics de wilaya. Parmi les mesures prises pour livrer le projet dans les délais impartis, il y a lieu de citer le renforcement des chantiers avec sept (7) carrières pour assurer la disponibilité des graviers, cinq (5) stations d'asphalte et deux (2) autres de béton armé, en sus de l'augmentation des équipements et de la main-d'œuvre. Quant à la deuxième tranche du projet, qui s'étend sur une longueur de 135 km jusqu'aux frontières de la wilaya d'Adrar, l'opération a été enregistrée en date du 16 avril dernier. La direction des travaux publics est en passe d'achever la préparation du cahier de charges, avant de le soumettre à la commission centrale des marchés. Pour rappel, M. Rakhroukh donnera, ce lundi, le coup d'envoi des travaux pour réaliser la troisième tranche du projet sur une distance de 150 km entre Bordj Badji Mokhtar et Timiaouine. Les directions des travaux publics de la wilaya d'Adrar se chargent de la gestion d'une tranche qui s'étend sur une distance de 40 km à Bordj Badji Mokhtar, étant donné que le taux d'avancement des travaux s'élève à 70%, en sus de veiller à la réalisation de près de 65 km dans la région d'Adrar. Bordj Badji Mokhtar a bénéficié de plusieurs projets de développement dans le secteur des travaux publics, dans le but d'améliorer le cadre de vie dans les zones frontalières, en accordant plus d'attention aux pôles de vie situés entre Reggane, Bordj Badji Mokhtar et Timiaouine. L'objectif consiste également à rapprocher l'administration du citoyen et à créer des espaces d'échanges commerciaux entre ces trois régions à même de développer les échanges commerciaux dans le cadre de la zone de libre-échange avec les pays du Sahel. Selon les autorités locales, la RN 6 constitue le "pari le plus important" qu'il faut gagner pour consolider le processus du développement, car étant "le noyau" du développement économique et social de cette région, où elle devra contribuer au désenclavement de la wilaya de manière définitive, outre la relance du troc avec les pays voisins. Parmi les projets dont la wilaya a également bénéficié figurent la réalisation et l'équipement d'un siège de la direction des Travaux Publics, la construction d'un parc régional de l'équipement, la réalisation et l'équipement d'une sous-section des travaux publics à Timiaouine, ainsi qu'une maison de maintenance dans les régions de "Zighoud Youcef" et "Abane Ramadane".

APS

BÉCHAR : LE WALI INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ DE STIMULER L'AVANCEMENT DU PROJET FERROVIAIRE GHAR DJEBILET-BÉCHAR

Le wali de Béchar, Mohamed Said Ben Kamou, a présidé une deuxième réunion du centre de commandement du projet ferroviaire Ghar Djebilet-port d'Arzew, à Oran, et le complexe sidérurgique de Béchar, pour suivre leur état d'avancement, a indiqué le communiqué de la wilaya. La réunion a évoqué le premier tronçon de la ligne ferroviaire et l'état d'avancement des études relatives à une distance de 200 km. Le wali a donné des instructions strictes aux membres du comité en charge d'effectuer une sortie, dans les plus brefs délais, afin d'inspecter la piste, ainsi que de choisir les terrains sur lesquels installer les bases de vie de l'Agence Nationale d'Etudes et de Suivi des Investissements Ferroviaires (ANESRIF) et les entreprises nationales en charge de la mise en œuvre, dans le but de faciliter leurs tâches dans les meilleures conditions. Il a également donné des instructions aux directeurs exécutifs pour tendre la main à l'agence. « Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'accélération du rythme du projet et donnent le lancement des travaux », précise le communiqué et d'ajouter que ce projet est un grand acquis pour la région, notamment la création de postes d'emplois et faire avancer la roue du développement tout en ouvrant des perspectives prometteuses pour la jeunesse, sans oublier la dimension stratégique dans le renforcement de l'économie nationale.

R.R.

TIZI-OUZOU : 32 POINTS DE VENTE DE MOUTONS OUVERTS

«32 sites, soit 8 de plus que l'année dernière où ils étaient 24, implantés un peu partout à travers la wilaya de Tizi Ouzou, ont été choisis comme points de vente à bestiaux à la veille de l'Aïd El Adha. Des points de vente aménagés, arrêtés de concert avec les APC, à l'effet d'éviter l'anarchie qui prévaut en pareille circonstance dans la commercialisation des bêtes à sacrifier», nous dira le directeur local des services agricoles Djamel Sersoub. Ces points de vente, en plus des traditionnels marchés à bestiaux qui sont au nombre de 13, sont encadrés par tous les vétérinaires et techniciens relevant du secteur public notamment ceux des services agricoles des services d'hygiène des APC.

R.R.

Nâama : installation d'un laboratoire de recherche en Intelligence artificielle

Un laboratoire de recherche et d'Intelligence artificielle dédié aux structures mécaniques, civiles et du sol a été mis en place, dimanche dernier, au centre universitaire « Salhi Ahmed » de Nâama. L'ouverture de ce laboratoire, installé au niveau de l'institut des sciences et de la technologie, sous la présidence du Dr Khatir Tewfik, est composé de quatre équipes de recherche, constituant un espace pour les chercheurs et les étudiants pour consolider leurs capacités de recherche scientifique dans des spécialités de qualité et de grande attractivité dans le marché du travail et revêtant une dimension économique et scientifique, a indiqué Pr Safi Habib cité dans une dépêche de l'APS. Ce laboratoire, créé par arrêté ministériel N 206 daté du 3 mai 2023, vise à soutenir les projets de recherche et les innovations des doctorants dans les spécialités prioritaires, qui constituent un plus en matière de création de la richesse et ce, pour faire face aux défis futurs, au service de l'économie nationale, a-t-il ajouté. D'autre part, le même responsable a souligné que la saison universitaire sera clôturée, le 4 juillet prochain, par l'organisation d'une cérémonie pour honorer les étudiants qui ont réussi, ajoutant que près de 1.200 étudiants ont obtenu leur diplôme de Licence et de Master. La prochaine rentrée universitaire verra le lancement d'un programme pour multiplier les manifestations scientifiques et mettre en valeur les réalisations et les innovations des projets de recherche des étudiants et des enseignants universitaires, qui ont été accompagnés par l'incubateur d'entreprises du centre universitaire de Nâama pour la création de startups, selon la même source.

R.R.

LES MIEUX INFORMÉS SUR LE MARCH

COMMENT LES MULTINATIONA GUERRE DE L'I

La guerre de l'information, également dénommée infoguerre (infowar), désigne l'ensemble des méthodes et actions visant à infliger un dommage à un adversaire ou à se garantir une supériorité par l'usage de l'information. Cela concerne avant tout :
-l'acquisition d'information (données ou connaissances) stratégique à propos dudit adversaire ;
-la dégradation de ses systèmes d'acquisition d'information et de communication ;
-la manipulation et l'influence (notamment la désinformation et la subversion) de son opinion) ;
Plus généralement, la propagation soigneusement organisée et contrôlée, auprès de cet adversaire, de toute une diversité de messages au contenu destiné à servir la stratégie de son propre camp. La rétention d'informations pouvant servir à un adversaire.

Ceci en temps de guerre, ou de pré-guerre ; mais il y a l'autre guerre, celle économique, où les premiers informés seront les premiers servis, ou les premiers sur place. Donc avec des longuers d'avance sur leur adversaire.

Il n'y a pas fort longtemps, un expert algérien en économie, qui plus est se trouve être consultant international auprès du Pnud, me faisait part que l'information est devenue a la base de la réussite ou de l'échec de l'économie moderne. Et de me frapper l'esprit avec cet exemple concret: c'est un bateau algérien qui quitte le Brésil chargé de sucre. Est-ce qu'il doit rentrer en Algérie, où le sucre est disponible et à prix baissé? En fait, s'il reçoit des informations, par exemple, sur l'indisponibilité de cet aliment au Japon ou en Malaisie et la hausse de son prix, il doit immédiatement prendre contact avec les importateurs locaux et mettre le cap sur ces destinations. Tout en fait, alors, aura fonctionné sur la base de l'information rapide.

Il n'est pas de démocratie sans information. C'est un lieu commun que de le rappeler. Impossible d'imaginer l'émergence des régimes démocratiques modernes sans la libre circulation des idées, la liberté de la presse, la possibilité de débats ouverts et l'obligation (même partielle et imparfaite) pour les dirigeants politiques de rendre compte de leurs actions devant les citoyens.

Nous vivons dans une époque marquée par l'émergence de nouvelles formes de pouvoir, d'origine économique, qui pèsent de plus en plus lourd sur nos vies et dans nos sociétés. La montée en puissance des multinationales en est la manifestation la plus éclatante. Leur essor est lié à divers facteurs, parmi lesquels la financiarisation et la globalisation de l'économie, les mutations technologiques, l'hégémonie de la vision du monde néolibérale, et l'affaiblissement relatif des États (ou du moins de certaines de leurs missions). En démocratie, tout pouvoir a besoin de contre-pouvoirs. Or ceux qui pourraient potentiellement contrebalancer la puissance des grandes entreprises globales – syndicats, pouvoirs publics, société civile – paraissent souvent sur la défensive.

Disposons-nous de l'information nécessaire pour faire face à ces nouveaux pouvoirs, qui touchent à tellement d'aspects de nos vies, à tant d'enjeux d'intérêt général, et qui disposent d'un tel poids et d'une telle influence que l'on ne peut plus les considérer comme seulement économiques ? À l'évidence non. Une grande partie des organes dont se sont dotées nos sociétés pour produire et diffuser l'information – à commencer par les médias – sont structurellement orientés vers le pouvoir politique et ses arènes traditionnelles (lieux de pouvoir, assemblées). Ils tendent à délaisser le pouvoir économique, qui paraît pourtant de plus en plus déterminant pour l'état et le devenir du monde. Pire encore : l'influence de ces pouvoirs économiques transforme – ou pervertit – l'exercice du pouvoir politique, en déplaçant les décisions des assemblées publiques vers les couloirs ou les cabinets où s'exerce le lobbying, en grignotant sur les libertés civiles et le droit à l'information, voire dans certains pays en poussant les pouvoirs publics à réprimer ceux qui s'opposent aux projets des multinationales.

En un sens, le pouvoir actuel des multinationales se nourrit, précisément, du manque d'information. C'est d'ailleurs pourquoi, en retour, ces multinationales font l'objet de beaucoup de craintes parfois irrationnelles et de visions fantasmatiques sur leur pouvoir occulte, qui versent parfois dans le « complotisme ». Dans ce contexte, les efforts d'information indépendante sur les multinationales sont aussi une manière de réintroduire un peu de rationalité et de « politique » dans les débats, faute de quoi ils ne pourront profiter qu'à des forces anti-démocratiques.

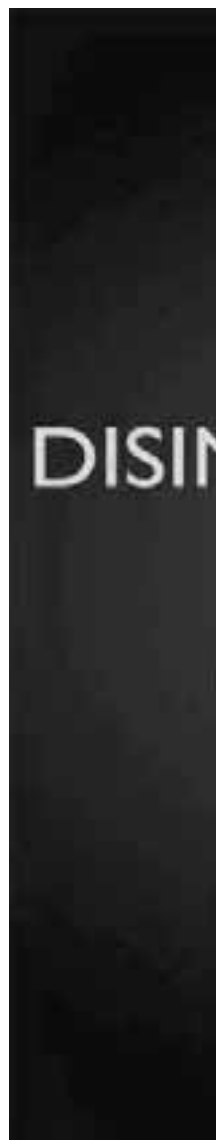
L'INFORMATION SUR LES MULTINATIONALES, AUSSI INDISPENSABLE QUE RARE

Pourquoi l'information pertinente et d'utilité démocratique sur les multinationales est-elle si rare, malgré la réalité de leur pouvoir, et l'importance vitale des sujets concernés ? Les difficultés sont multiples dans ce domaine :

Tout d'abord, le pouvoir des grandes entreprises, bien que très réel, n'est pas toujours perçu comme tel ou demeure en partie « insaisissable », parce qu'il ne correspond pas aux distinctions traditionnelles entre politique et économie, public et privé. Ce pouvoir s'exerce par-delà les frontières géographiques et administratives, dans les interstices du droit et des institutions, en dehors des lieux traditionnels du pouvoir politique, et souvent hors de portée des citoyens ou des autres contre-pouvoirs. Il est d'autant plus difficile à appréhender.

Ensuite, les multinationales sont par définition présentes dans de nombreux pays, sur des sites très éloignés les un des autres. Très concrètement, la barrière linguistique et la distance géographique font qu'il reste parfois très difficile de savoir ce qui se passe sur le terrain à l'autre bout du monde. Les syndicats d'une même entreprise dans différents pays peinent souvent, faute de temps et de moyens, à communiquer et partager l'information entre eux. Cela vaut aussi pour les collectivités territoriales qui accueillent leurs implantations, et évidemment pour les riverains de leurs sites industriels. On est très loin de connaître, en France, la réalité des opérations de nos entreprises ailleurs dans le monde. Les multinationales savent en jouer.

Un autre problème est que les informations relatives aux multinationales sont souvent livrées au public à tra-



vers le prisme de
niques, inaccessibl
nombre, à comme
boursier et financi
donnent qu'une vis
et partiale – de la
prises. Malheureu
dire que la « respo
des entreprises »
d'hui devenue, ave
tion au sein des
forme de jargon te
autant la réalité qu
Par ailleurs, les en
jours un intérêt éco
dans les informatio
activités. Il faut en
trer entre le souci
l'intérêt général, et
mercialement sen
mation. C'est pourq
imposent des con
dentialité ou de ré
riés. Comme elles
maîtresses des info
rendues publiques
elles ont souvent te
moins possible, po
blèmes – particul
s'agit de sujets qu
subordonner la s
qu'elles livrent à
communication
publiques. Ce réflex
d'être considérable
la directive europé
des affaires récemm
Tous ces problème
soit souvent difficil
listes, de scruter
entreprises et leurs
plus qu'il s'agit de s

IÉ SONT AUSSI LES PREMIERS SERVIS

ALES MÈNENT UNE VÉRITABLE INFORMATION

jargons très tech-
les au plus grand
ncer par le jargon
er. Ces prismes ne
sion très partielle –
réalité des entre-
usement, on peut
onsabilité sociétale
(RSE) est aujour-
c sa bureaucratisa-
firmes, une autre
chnique, qui cache
'il ne la dévoile.
ntreprises ont tou-
nomique potentiel
ns relatives à leurs
permanence arbi-
de la transparence,
t le caractère com-
sible d'une infor-
quoi les entreprises
traintes de confi-
serve à leurs sala-
restent largement
ormations qui sont
sur leurs activités,
ndance à en dire le
our éviter les pro-
ièrement lorsqu'il
ui fâchent – et de
seule information
leur stratégie de
et de relations
xe d'opacité risque
ement renforcé par
éenne sur le secret
ment adoptée.
es expliquent qu'il
le, pour les journa-
les activités des
s impacts, d'autant
ujets et complexes

et parfois rébarbatifs. Les grands scandales qui font la une de la presse internationale, comme le Rana Plaza, ne constituent en un sens que la partie émergée de l'iceberg. Mais la faiblesse relative du travail journalistique sur les entreprises (par comparaison avec la manière dont ils traquent les dirigeants politiques) s'explique aussi (et peut-être surtout) par le fait que leurs titres de presse sont souvent la propriété de ces mêmes entreprises ! La situation est particulièrement caricaturale en France, mais on la retrouve dans de nombreux autres pays. Si l'on y ajoute la dépendance de nombreux médias envers les revenus de la publicité – eux aussi apportés en grande partie par ces mêmes groupes –, on comprend que le travail d'enquête sur les multinationales reste aussi modeste en comparaison de leur influence. Il y a aussi, heureusement, des dynamiques positives, avec la réaffirmation actuelle de l'importance du journalisme d'investigation et l'émergence de nouveaux types de médias, basés sur un modèle non commercial et à but non lucratif.

ÉTAT DES LIEUX

Ce numéro de la revue Passerelle a pour objectif de dresser un état des lieux – inévitablement incomplet et fragmentaire – de ces enjeux.

La première partie traite des enjeux relatifs au droit à l'information en matière économique et notamment de l'information relative aux multinationales, de leurs à leurs activités et à leurs impacts. Il aborde notamment les menaces, anciennes et nouvelles, qui pèsent sur ce droit à l'information – notamment la mise en avant récente du « secret des affaires » – ainsi que le rôle des médias. La seconde partie examine les questions de transparence et de « reporting », autrement dit les informations que les entreprises sont contraintes – ou non – de rendre publiques sur leurs activités. Les articles qui y sont regroupés évoquent de nombreux domaines où cette transparence est encore très insuffisante – notamment en matière de fiscalité, de lobbying ou d'aides publiques. La troisième partie pénètre au cœur même des entreprises en étudiant les besoins et les droits des salariés et des organisations syndicales en matière d'information, et comment ils peuvent s'articuler avec les besoins de la société dans son ensemble.

Enfin, la quatrième et dernière partie, la plus longue et aussi la plus exploratoire de ce Passerelle, présente un certain nombre d'initiatives, d'organisations ou de réseaux qui contribuent tous, chacun à leur niveau et à partir de positionnements et de domaines d'intérêts différents, à produire une information indépendante et utile à la société dans son ensemble sur les multinationales. Autant de « contre-pouvoirs informationnels » qui jouent un rôle vital, quoique pas toujours visible, pour maintenir ou faire rentrer les multinationales, et plus généralement les pouvoirs économiques, dans l'espace démocratique. La faiblesse de leurs moyens actuels par rapport à ceux dont disposent les grandes entreprises ne fait que rendre leurs succès plus remarquables. Ensemble, dans leur diversité, ces efforts font signe vers le besoin de créer de nouvelles capacités, de nouvelles formes de collaboration et de partage de l'information (il en est évoqué plusieurs exemples dans ces pages), mais aussi d'énoncer et de faire reconnaître des nouveaux droits et de nouveaux principes d'accès à l'information économique et à la contre-expertise.

Il ne faut pas se cacher que nous sommes confrontés à de nombreux vents contraires dans ce domaine, comme l'illustre de manière éclatante la promotion du « secret des affaires » en Europe, dont on pourrait dire qu'elle participe d'une tendance générale à extraire tout ce qui concerne les entreprises du champ de la démocratie et du regard public, pour leur donner un statut quasi intouchable (au même titre, par exemple, que les tribunaux privés d'arbitrage entre investisseurs et États, associés aux accords de libre-échange comme le projet Tafta, entre Union européenne et États-Unis).

L'enjeu de l'information paraît l'un des nœuds les plus importants – avec la question de la responsabilité juridique et des normes contraignantes applicables aux multinationales – du combat pour la démocratie en matière économique, qui est le combat pour la démocratie tout court. Bien que l'information reste par définition « immatérielle », par opposition à la sanction bien réelle que pourrait prononcer un juge, il ne faut pas pourtant sous-estimer son importance effective.

Tout d'abord parce que le « risque réputationnel » (aussi insatisfaisant qu'il puisse être pour un militant d'en rester à ce niveau) reste extrêmement important pour les entreprises : aucune n'a intérêt à être mise en cause pour des atteintes à l'environnement ou aux droits humains, à la fois en termes d'image de marque et pour les conséquences en chaîne qui pourraient résulter d'une « mauvaise réputation ».

Ensuite et surtout, parce que les multinationales fondent leur pouvoir vis-à-vis de nombreux acteurs sur une certaine asymétrie de l'information, qui leur assure la maîtrise du jeu. Et donc parce que diffuser une information indépendante et alternative permet à tous ceux qui ont un pouvoir de décision réel qui peut affecter les entreprises – pouvoirs publics, investisseurs, communautés d'implantation, mais aussi travailleurs et cadres au sein même des entreprises – d'utiliser ce pouvoir à meilleur escient, d'influer sur les pratiques, et, le cas échéant, de ne pas accepter ce qui est inacceptable.

Au final, peut-être, l'information la plus utile que l'on puisse produire sur les multinationales est l'information sur les alternatives aux multinationales : celle qui montre qu'il est possible de faire autrement, et sans elles.

I.Med/Synthèses

SOUDAN :

LA FAO A BESOIN DE 95,4 MILLIONS DE DOLLARS

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a besoin de 95,4 millions de dollars pour répondre à l'insécurité alimentaire aiguë suscitée par la crise en cours au Soudan.
"La crise actuelle au Soudan a aggravé une situation d'insécurité alimentaire déjà désastreuse, la faim devant augmenter considérablement dans tout le pays alors qu'il se dirige vers la période de soudure de juin à septembre", a relevé la FAO, lundi, dans une note aux médias. Et de préciser qu'elle "a un besoin urgent de 95,4 millions de dollars pour atteindre 15 millions de personnes avec de multiples interventions vitales, notamment en fournissant aux agriculteurs des semences et du matériel agricole et en protégeant et reconstituant les troupeaux de bétail des pasteurs".
"Le plan immédiat de la FAO est d'aider plus d'un million d'agriculteurs vulnérables et leurs familles (soit cinq millions de personnes au total), d'ici fin juillet, avec des semences de céréales (sorgho, millet) et des semences de gombo à planter de juin à juillet 2023 dans les 14 États du pays. En outre, de juillet à la fin de l'année, la FAO vise à cibler 1,3 million d'éleveurs avec des services de l'élevage et des intrants pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition de 6,5 millions de personnes", annonce encore l'organisation onusienne. "La crise actuelle frappe à un moment critique pour les millions de personnes qui dépendent de (...) l'agriculture", a déclaré Rein Paulsen, Directeur du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO. Le Soudan est en proie à des combats entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR) depuis le mois d'avril. Près de 1 000 civils ont été tués et des milliers d'autres blessés dans ces violences, selon le Syndicat soudanais des médecins.

In Fao

KAÏS SAÏED :

La Tunisie ne sera pas le gardien des frontières de quelque pays que ce soit

Le président Kaïes Sayed a rencontré les ministres de l'Intérieur allemand et français au Palais de Carthage, selon un communiqué de la Présidence tunisienne.

Le président tunisien Kais Saied a déclaré, lundi, que son pays "ne sera pas le gardien des frontières de quelque pays que ce soit, ni n'acceptera de voir s'installer des migrants sur son sol".
C'est ce qui ressort de sa rencontre avec la ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, et son homologue français, Gérald Darmanin, au palais présidentiel de Carthage, près de la capitale, Tunis, selon un communiqué de la présidence tunisienne.
Saïed a déclaré que "la Tunisie ne sera jamais le gardien des frontières d'un autre pays (qu'il n'a pas cité) et n'acceptera pas de voir s'installer des migrants sur son sol".
Il a réitéré sa position sur "la nécessité d'adopter une nouvelle approche du phénomène de la migration irrégulière, basée sur l'élimination des causes et non sur le traitement des résultats".
Le président tunisien a également appelé à des "efforts unifiés pour mettre fin à ce phénomène contre nature et inhumain". Samedi dernier, Saïed a déclaré que "la solution à la question du flux de migrants irréguliers ne se fera pas aux dépens de la Tunisie", soulignant que "son pays ne jouera pas le rôle de gardien pour des pays tiers (sans les nommer)".
Les ministres de l'intérieur français et allemand sont arrivés en Tunisie, dimanche soir, pour une visite officielle de deux jours, afin de tenir des réunions avec des responsables tunisiens sur des questions liées à la problématique de la migration irrégulière.
Cette visite intervient une semaine après la visite en Tunisie de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de la Première ministre italienne, Georgia Meloni, et du Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, qui ont rencontré le président Saïed.
À l'issue de cette rencontre, la Tunisie et l'Union européenne ont annoncé, dans un communiqué commun, qu'elles avaient convenu de travailler sur un "programme de partenariat élargi", qui doit être approuvé dans le cadre d'un protocole d'accord commun avant la fin du mois de juin.
Le programme de partenariat comprend "le renforcement des relations économiques et commerciales, l'établissement d'un partenariat dans le domaine de l'énergie durable et compétitive, la migration et le rapprochement entre les peuples". La Tunisie a récemment connu une augmentation remarquable du rythme des migrations irrégulières vers l'Europe, en particulier vers les côtes italiennes, en raison des répercussions des crises économiques et politiques dans le pays et dans un certain nombre de pays de la région

M. Dj.

KREMLIN :

Les idées africaines pour la paix en Ukraine proposent des pistes susceptibles d'être concrétisées

Les échanges entre la Russie et l'Afrique se poursuivront, notamment lors du sommet Russie-Afrique qui se tiendra en juillet prochain, a déclaré le porte-parole de la présidence russe. Le Kremlin a déclaré, lundi, que les propositions faites par les pays africains pour mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine comportent des idées qui peuvent être concrétisées. "Les idées présentées par les membres de la délégation (africaine) lors des discussions contiennent certains thèmes qui peuvent être pleinement mis en œuvre", a déclaré, lors d'un point de presse, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. Peskov a ajouté que le dialogue entre la Russie et l'Afrique se poursuivrait, notamment à l'occasion du sommet Russie-Afrique qui se tiendra du 26 au 29 juillet dans la ville portuaire de Saint-Pétersbourg. Samedi, le président russe Vladimir Poutine a rencontré une mission de paix africaine qui aspire à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, un jour après que la même délégation a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à Kiev, la capitale de l'Ukraine.
La délégation comprenait le président en exercice de l'Union africaine et président comorien Azali Assoumani, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le président sénégalais Macky Sall, le président zambien Hakainde Hichilema, le premier ministre égyptien Mostafa Madbouly et des représentants du Congo et de l'Ouganda. Le ministre russe des affaires étrangères, Serguei Lavrov, et le conseiller politique Yuriy Ushakov ont également assisté à la réunion, qui a duré plus de trois heures. Peskov a par ailleurs déclaré qu'il était difficile pour les représentants de l'ONU d'accéder aux zones inondées à la suite de l'explosion du barrage de Kakhovka, en raison des "bombardements constants" des forces ukrainiennes, ce qui rend "leur sécurité très difficile à assurer". Denise Brown, coordinatrice humanitaire de l'ONU en Ukraine, a déclaré, dimanche, que Moscou avait décliné la demande de l'organisation d'accéder aux zones inondées sous contrôle russe et a exhorté le pays à agir "conformément à ses obligations en vertu du droit humanitaire international". "L'aide ne peut être refusée aux personnes qui en ont besoin. Les Nations unies continueront à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour venir en aide à toutes les personnes - y compris celles qui pâtissent de la récente destruction du barrage - qui ont un besoin vital et urgent d'assistance, où qu'elles se trouvent", a ajouté Brown. Le 8 juin, Sergiy Kyslytsya, représentant de l'Ukraine auprès des Nations unies, a exhorté la Russie à accorder aux Nations unies et à la Croix-Rouge un "accès sans entraves" pour évacuer les civils après la destruction du barrage.
L'Ukraine et la Russie se sont renvoyé la responsabilité des frappes menées le 6 juin, qui ont entraîné la destruction des parois du barrage, provoquant l'inondation des zones avoisinantes

Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov

I.M./Agences

ELIMINATOIRES CAN 2023 :

Osimhen meilleur buteur, Amoura 4e avec 3 buts

Le jeune joueur algérien de Lugano (Suisse) a réussi un doublé contre les Crânes ougandais dimanche au stade Japoma de Douala, en match comptant pour la cinquième et avant dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023. L'ex-joueur de l'ES Sétif avait inscrit son premier but contre la Tanzanie le 8 juin 2022 à Dar Es Salam.

L'attaquant international nigérian Victor Osimhen, auteur d'un doublé dimanche, lors de la victoire des Super Eagles contre la Sierra Leone (3-2), est en tête du classement des buteurs des éliminatoires de la CAN 2023 avec 7 réalisations, tandis que l'Algérien Mohamed Amoura est en quatrième position après les deux réalisations face l'Ouganda (2-1). Le jeune joueur algérien de Lugano (Suisse) a réussi un doublé contre les Crânes ougandais dimanche au stade Japoma de Douala, en match comptant pour la cinquième et avant dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023. L'ex-joueur de l'ES Sétif avait inscrit son premier but contre la Tanzanie le 8 juin 2022 à Dar Es Salam. Avec trois buts, Amoura occupe la quatrième au classement général des buteurs, dominé par l'attaquant de Naples Osimhen, qui a confirmé sa belle forme du moment. Les autres buteurs algériens lors des cinq autres matchs de la campagne des éliminatoires de la CAN 2023 sont : Mahrez (1) contre le Niger, Bensebaini (1) contre la Tanzanie, Bounedjah (1) contre le Niger, Mandi (1) et Belaili (1) contre l'Ouganda, en plus du but inscrit par le joueur nigérien Rahim Al Hassane contre son camp lors de la défaite face à l'Algérie (1-2). Avant le démarrage de la 5e journée des éliminatoires, l'attaquant nigérian de 24 ans, était à cinq buts et était comeilleur baroudeur avec le Sénégalais Sadio Mané. L'attaquant des Lions, qui n'a pas inscrit de but, samedi, lors du match nul de son équipe contre le Bénin (1-1), occupe la deuxième place du classement. Le Burkinabè Ouattara est troisième avec quatre réalisations. Le joueur de Bournemouth n'a pas marqué lors du match perdu (1-3) dimanche par son équipe face au Cap-Vert. Une défaite sans conséquence, puisque le Burkina Faso était déjà qualifié depuis la quatrième journée jouée en mars. Cette cinquième journée se poursuit mardi avec les matchs : Burundi-Namibie à 13h00 GMT (groupe C), Ethiopie-Malawi à 14h00 (groupe D) et Soudan – Mauritanie à 18h00 (groupe I). La sixième et dernière journée de ces éliminatoires est prévue en début septembre. La CAN 2023 se déroulera du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire. Abidjan, Bouaké, Korhogo, San-Pédro et Yamoussoukro sont les cinq villes ivoiriennes qui abriteront cette 34e édition. Vingt-quatre équipes participeront à la compétition. Le tirage au sort des phases de poules aura lieu le 12 octobre prochain.

APS

BELMADI AU SUJET DU MATCH AMICAL CONTRE LA TUNISIE :

« C'EST LE DERBY DE L'AFRIQUE DU NORD »

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, dans une déclaration à la presse, a évoqué le match amical qui a opposé hier l'équipe nationale à la Tunisie. Le coach national a estimé que cette rencontre amicale constitue une rencontre clé dans l'actuelle phase où se trouve l'équipe nationale : « C'est le derby de l'Afrique du Nord, nous aimons ce genre de rencontre. Les joueurs sont bien préparés et prêts à donner un bon rendement. Cette rencontre reste importante, puisque la Tunisie est classée en troisième place du classement FIFA des sélections africaines » a-t-il assuré. Interrogé à propos de l'adaptation des nouveaux joueurs de l'équipe nationale avec la compétition africaine, le sélectionneur national a déclaré : « Il est difficile pour eux de s'adapter rapidement avec l'environnement du football en Afrique, nous devons être patients avec ces joueurs qui disposent d'un énorme potentiel et beaucoup de talent » a-t-il souligné.

R.S.

ANGLETERRE

Chelsea, le choix périlleux de Nkunku

Annoncée mi-décembre mais confirmée mardi seulement, l'arrivée de Christopher Nkunku à Chelsea est un pari risqué pour l'attaquant français qui se retrouve dans une équipe déboussolée privée de compétition européenne. Encore plus à un an de l'Euro-2024 et alors que son statut en Bleu reste à affirmer. « A mon avis, (Nkunku) a décidé de rejoindre Chelsea bien trop tôt. (...) Si j'étais son conseiller ou son père, je serais très inquiet à l'heure actuelle », avait lâché, fin avril, Ralf Rangnick, ancien entraîneur de Manchester United, mais surtout du RB Leipzig, sur la chaîne de télévision allemande ZDF. Il y a six mois, alors que la Premier League s'apprêtait à reprendre après le Mondial au Qatar, pour lequel Nkunku avait dû déclarer forfait en raison d'une blessure à un genou, la presse avait révélé que le buteur de Leipzig s'était engagé à rejoindre la capitale anglaise à l'été, moyennant plus de 60 M EUR. Chelsea était alors 8e mais pouvait encore rêver de Ligue des champions, à huit longueurs du top 4. Mais une deuxième partie de saison au moins aussi médiocre, malgré un mercato d'hiver où 300 M EUR ont été investis, les a fait descendre dans la seconde partie du classement (12e), coûtant sa place à l'entraîneur Graham Potter dans l'intervalle. « Imaginer qu'un joueur aussi excellent puisse arriver dans un club dans un tel état, cela me fend le cœur, personnellement », avait poursuivi Rangnick. Le plus grand danger pour Nkunku serait d'ailleurs que son arrivée s'accompagne d'espoirs démesurés sur sa capacité à inverser la tendance. Le dernier signal positif est l'arrivée de Mauricio Pochettino à la tête de l'équipe première. Le savoir-faire de l'Argentin pour aider les joueurs à franchir un cap et réaliser pleinement leur potentiel a déjà été éprouvé à Tottenham avec Harry Kane ou Christian Eriksen.

R.S.

CAN 2023

24 équipes déjà qualifiés, lutte pour les 10 places restantes

L'Algérie, en alignant à Douala (Cameroun) sa 5e victoire de rang, a déroulé devant l'Ouganda lors de la cinquième journée des qualifications pour la CAN-2023 (reportée à 2024) marquées par la défaite de la Tunisie (0-1) devant la Guinée Equatoriale qui composte son billet et l'éclatante victoire de la Zambie (3-0) devant la Côte d'Ivoire, portant le nombre de qualifiés au rendez-ivoirien à 14 nations. Les protégés de Belmadi, qui ont battu les ''Cranes'' (2-1) à Douala ont montré toute la solidité de l'équipe algérienne et, surtout, l'avènement d'un onze national ''new look '' pour la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des Nations, prévue du 13 janvier au 11 février 2024. La Côte d'Ivoire, pays hôte, le Sénégal, champion d'Afrique, l'Algérie, la Tunisie, l'Afrique du Sud et le Burkina Faso se sont tous qualifiés depuis mars dernier. Avec l'Algérie, 13 pays ont déjà leur ticket en poche pour le rendez-vous ivoirien à l'issue de la 5eme journée des qualifications jouées ce week-end, le reste de la journée devant se jouer demain mardi avec les rencontres : Burundi - Namibie à 14h HT (groupe C), Ethiopie -Malawi à 15h (groupe D) et Soudan-Mauritanie à 19h (groupe I). Les pays déjà qualifiés sont la Côte d'Ivoire (pays hôte), Algérie, Afrique du Sud, Sénégal, Burkina Faso, Tunisie, Egypte, Zambie, Guinée équatoriale, Nigeria, Cap Vert, Guinée Bissau, Maroc, Mali. Les dix derniers pays qualifiés pour le rendez-vous ivoirien seront connus lors de l'ultime journée en septembre prochain. Le tirage au sort des phases de poules de la CAN 2023 aura lieu le 12 octobre prochain. Les matches de la CAN-2023 se dérouleront dans six sites en Côte d'Ivoire: le Stade Olympique Alassane Ouattara (56 000 places) et le Stade Felix Houphouet Boigny (28 000 places) à Abidjan, le Stade de Korhogo (20 000 places), le Stade de San Pedro (20 000 places), le Stade de Yamoussoukro (20 000 places) et le Stade de la Paix de Bouaké (40 000 places).

R.S.

JEUX SPORTIFS ARABES

RÉSULTATS DES TIRAGES AU SORT DES SPORTS COLLECTIFS

Résultats des tirages au sort des sport collectifs inscrits au programme de la 15e édition des Jeux sportifs arabes, prévue du 5 au 15 juillet en Algérie, effectués lundi à Alger:
Basket-Ball 3x3- U23 / Messieurs (12-14 juillet au stade Ouaguenouni d'Alger) :
Groupe A : Tunisie, Jordanie, Palestine, Algérie
Groupe B : Qatar, Arabie saoudite, Libye, Irak, Mauritanie
Formule : les deux premiers de chaque poule se qualifient aux demi-finales.
Dames (12-14 juillet au stade Ouaguenouni d'Alger) :
Algérie, Arabie saoudite, Jordanie, Tunisie
Formule : les quatre équipes se qualifient aux demi-finales.
Football (U21) / Messieurs (2-14 juillet à Constantine, Annaba, Alger) :
Groupe A : Algérie, Sultanat, Oman, Liban, Soudan.
Groupe B : Arabie saoudite, Syrie, Palestine, Mauritanie.
Formule : les deux premiers de chaque poule se qualifient aux demi-finales.
Handball / Messieurs (6-14 juillet à Oran) :
Algérie, Qatar, Arabie saoudite, Jordanie, Libye, Irak.
Formule : mini championnat dont les quatre premiers se qualifieront aux demi-finales.
Volly-Ball / Messieurs (6-12 juillet à la salle Harcha):
Algérie, Libye, Qatar, Palestine
Formule : mini championnat, les quatre équipes se qualifieront aux demi-finales.
Dames (6-12 juillet à la salle d'El Biar) :
Algérie, Jordanie, Qatar, Tunisie, Emirats arabes unis.
Formule : mini championnat dont les quatre premiers se qualifieront aux demi-finales.

APS

ABDELMADJID MERDACI REVIENT CETTE SEMAINE

Parution de la traduction de «Cinquante clés pour l'indépendance»

Dans son ouvrage "Cinquante clés pour l'indépendance", dont la traduction vers l'arabe vient d'être publiée, le regretté historien et sociologue Abdelmadjid Merdaci retrace, à travers 50 éclairages historiques, les principales stations qui ont marqué le combat libérateur.

Paru aux éditions "Hibr", l'ouvrage de 161 pages traduit par Khalsa Goumazi, revient, sous forme d'articles de presse, sur le "mouvement indépendantiste", défini comme un mouvement politique qui revendique l'indépendance de l'Algérie au début du XXe siècle, notamment sous la houlette de l'Etoile nord-africaine (ENA), parti interdit puis dissous pour ses positions en faveur de l'indépendance.

Son porte-parole et un des fondateurs de cette formation politique fondée en 1926, Messali Hadj, a défendu la légitimité de l'indépendance de l'Algérie, selon l'auteur qui explique que le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), façade légitime du Parti populaire algérien (PPA), a joué un rôle important, avant le déclenchement de la Guerre de libération en 1954, dans la mobilisation pour la lutte armée contre le colonialisme français.

L'ouvrage revient également sur le "Groupe des 22", majoritairement membres de l'Organisation spéciale (OS), réuni à Alger en juin 1954 pour approuver à l'unanimité la nécessité de la lutte armée".

L'auteur relève que le déclenchement de la lutte armée le 1er novembre 1954, a confirmé "l'aboutissement d'une organisation parfaitement coordonnée à travers tout le pays" et a permis à "reconfigurer le champ politique algérien".

Sur le plan extérieur, l'ouvrage met en lumière la participation des représentants du FLN à la Conférence de Bandung (18-24 avril 1955) en Indonésie, considéré comme un prélude à l'internationalisation de la cause nationale.

L'ouvrage revient également sur les offensives du Nord Constantinois, le 20 août 1955 menés par Zighoud Youcef, une étape importante dans le parcours libérateur, en apportant un nouveau souffle à la Révolution naissante et un "changement radical dans la nature du conflit". Un autre 20 août est également abordé dans l'ouvrage, celui de la tenue du Congrès de la Soummam, en aout 1956 à Ifri-Ouzellaguene (Béjaia), un "tournant décisif" sur le chemin de la Révolution, estime l'auteur qui le considère comme un congrès qui allait jeter les jalons d'une nouvelle organisation de la Révolution et les fondements institutionnels de l'Algérie indépendante".

L'ouvrage s'intéresse également à d'autres thèmes en lien avec la Révolution, notamment la "Fédération du FLN en France", dont la création répondait, selon l'auteur, "au besoin politique de mener les combats sur le sol ennemi".

L'auteur évoque par ailleurs les exactions de l'armée coloniale qui ont usé de la torture comme un "outil de guerre", contre les Algériens, mais aussi contre les Européens soupçonnés engagés en faveur de la cause nationale. La création Gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA), l'organe de direction du FLN qui a eu notamment à conduire les négociations qui avaient abouti aux accords d'Evian, est un autre fait historique relevé par l'auteur, qui s'est aussi intéressé aux manifestations du 11 décembre 1960 et aux massacres du 17 octobre 1961 à Paris, à la Zone autonome d'Alger ou encore à la Bataille d'Alger. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la ville de Constantine et la Guerre de libération nationale, Abdelmadjid Merdaci (1945-2020) a signé également nombre de contributions dans la presse nationale sur la culture et l'histoire. Son parcours est jalonné de plusieurs ouvrages notamment "Le dictionnaire des musiques et les musiciens de Constantine", "GPRA, un mandat historique (19 septembre 1958-3 août 1962)", "Novembre 1954, de l'insurrection à la guerre d'indépendance" et "Constantine, citadelle des vertiges."

Les revenus au titre des droits d'auteur de l'édition de cet ouvrage, paru en 2013 en langue française, seront reversés au profit d'une association d'aide aux personnes aux besoins spécifiques, précise l'éditeur.

M.Dj./Aps

Tizi-Ouzou : concert du groupe tchèque Trio canto e vivo

Le groupe de musique tchèque, Trio canto e vivo, a animé dimanche un concert de chant à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, dans le cadre du 23ème festival européen de musique. Le trio d'artiste a interprété des mélodies qui remontent à la période entre la fin du XIXe et le XXe siècle, dont entres autres, celles d'un des plus grands compositeurs tchèques, Zdenek Fibich.

Le concert, qui était initialement prévu au théâtre régional, Kateb Yacine, (TRTO), dans le cadre du 23ème festival européen de musique, a été une occasion pour le public local de découvrir, une heure durant, des sonorités d'un pays riche par sa diversité musicale. L'ambassadeur de la République tchèque en Algérie, Jan Czerny, qui a assisté au concert, a exprimé, dans une prise de parole avant le début du concert, son désir de voir "intensifier les échanges et la coopération culturels ainsi que dans différents domaines" entre son pays et l'Algérie. Il a rappelé les liens d'amitié "historiques" entre les deux pays et appelé à leur renforcement à travers une coopération dans divers domaines. Fondé en 2022 par des membres du Chœur philharmonique de Prague, le groupe Trio Canto e Vivo a interprète lors de ses concerts des extraits d'opéras, opérettes et des comédies musicales de différents genres

F.M./Agences

Béchar : six sites archéologiques et historiques inscrits sur la liste de l'inventaire complémentaire

Six nouveaux sites archéologiques et historiques ont été inscrits sur la liste de l'inventaire complémentaire du patrimoine culturel matériel de la wilaya de Bechar, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale de la culture et des arts. Il s'agit de l'ancienne mosquée du ksar de Bechar, des Ksour des localités de Boukais (60 km à l'Ouest de Bechar), de Lahmar (35 km à l'Ouest de Bechar) et d'Ouled Aayad (commune d'Abadla à 88 km au Sud de Bechar), a précisé à l'APS le coordinateur du patrimoine culturel à la Direction de la culture et des arts, Abdel Hamid Nougal. Les sites, dit "El Mnassba" et "Chabka", situés respectivement à 30 et 40 km au Nord de la commune de Kenadza (18 km au Sud de Bechar) et qui renferment plusieurs pierres portant des inscriptions en Tifinagh datant de la préhistoire (1er millénaire avant J-C) et plusieurs dessins gravures rupestres des espèces des éléphantidés, bovidés et rhinocérotidés, ont été également inscrits sur la même liste, a-t-il expliqué. L'inscription par la commission locale des biens culturels de ces sites archéologiques et historiques est venue conforter la liste des sites historiques de la région afin de mieux préserver un legs ancien, hérité de différentes époques historiques de la région de la Saoura, a indiqué ce responsable.

Auparavant, il a été a procédé à l'inscription sur la liste indicative de la banque des données du secteur de la culture et des arts, de plusieurs autres expressions artistiques traditionnelles relevant du patrimoine immatériel local dont, entre autres, les danses "Houbi", "Haydouss", danse et musique Diwane, la musique de luth Fondou, danse Karkabou, chant religieux traditionnel (Hadra), ainsi que la musique et chant "Maya" et ce, en tant que patrimoine culturel immatériel de la région, a rappelé M. Nougal

I. M.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
Direction des Equipements Publics

N.I.F :000007019004951
Rue Ahmed Ouamane Biskra

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERTAVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N ° 50 D.E.P/S.E.E/2023

La Direction **des Equipements Publics** de la Wilaya de BISKRA, sise au rue **Ahmed Ouamene** Biskra Lance avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation

Projet : REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES (ENSEIGNEMENT MOYEN)

LOT : Réhabilitation du bloc sanitaire+ Etanchéité + Renforcement des poteaux de la galerie au CEM BenTrah Brahim Sidi Okba
LOT : Aménagement de la cour + Réhabilitation de l'étanchéité et bloc sanitaire au CEM Ali Ben Amaara Bourtj Ben Azouz.
LOT : Surélévation de la clôture au CEM Betaybi Belkacem Biskra.

Pour le LOT : Surélévation de la clôture au CEM Betaybi Belkacem Biskra. **Réservé exclusivement aux micros entreprise crées dans le cadre (CNAC-ENSEJ).**

Pour les autres lots : adressé aux Les entreprises disposant des moyens humains et Capacités financières et professionnelles suivantes :

-Capacités professionnelles : Les entreprises intéressées et titulaires d'un certificat de qualification (**Activité principale Bâtiment**) Catégorie **deux(02)** et plus

-Capacités financières

Une moyenne du chiffre d'affaire des **03** meilleurs des **05** derniers années (**2017-2018-2019-2020-2021**) supérieur ou égale **1 000.000,00 DA** Justifié et joint d'une copie de la déclaration fiscale et des références bancaires› remis par l'administration fiscale.

Moyens humains :

- Un **architecte** ou **Ingénieur en génie civil ou Technicien Supérieur** en bâtiment chef **de projet** justifiés par des C.V, les diplômes, l'état nominatif CNAS, CASNOS en cours de validité (moins de 03 mois), et les attestations de travail

Le soumissionnaire doit s'engager à utiliser le système à deux équipes (10 heures X 2 équipes) et fournir Un planning de réalisation détaillé spécifique au projet et mobiliser tous les moyens matériels et humains.

Les soumissionnaires peuvent participer dans ce projet Conformément aux articles 42 et 44 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les entreprises intéressées par l'avis d'appel d'offre objet du présent cahier des charges, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra Adresse : n° 01 Rue Ahmed Ouamane Biskra

NB : pour les entreprises de nouvelle création la moyenne de chiffre d'affaire sera calculée (au prorata des années d'exercice).

- **Les moyens humains ayant servi à l'éligibilité du soumissionnaire ne sont pas sujets à la notation lors de l'évaluation de l'offre technique**
- **Les soumissionnaires peuvent participer dans un seul ou plusieurs lots, et comme peuvent obtenir un lot ou plusieurs lots susmentionnées, à condition que les capacités humaines, l'encadrement technique et les moyens matériels soient séparés pour chaque lot séparément et ne puissent être utilisés ou exploités dans d'autres lots.**
- **Les moyens humains et l'encadrement techniques et les moyens matériels seront distincts pour ce projet et ne doivent en aucun cas être utilisés pour un autre projet**
- **Les soumissionnaires titulaires d'un certificat de qualification (Activité principale Bâtiment) Catégorie deux (02) et plus ne peut pas soumissionner pour les lots destinés aux jeunes promoteurs (CNAC-ENSEJ) ,et les jeunes promoteurs (CNAC-ENSEJ) ne peut pas soumissionner pour les lots destinés aux soumissionnaires titulaires d'un certificat de qualification (Activité principale Bâtiment) Catégorie deux (02) et plus**

Présentation des offres :

Les offres doivent être présentés sous plis cacheté avec mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres « avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales Pour la réalisation :

Projet : REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES (ENSEIGNEMENT MOYEN) LOT :

.....Le pli extérieur doit être anonyme et ne comporte que le N° et l'objet de l'appel d'offre ,les trois plis intérieurs séparés et cachetés : dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sur lesquels est indiqué la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres conformément à l'articles 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public :

Dossier de candidature : contient déclaration de candidature, déclaration de probité, et les pièces désignées au cahier des charges.

Offre technique : contient le cahier des charges signé, daté et portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté » déclaration à souscrire tous documents permettant d'évaluer l'offre technique.

Offre financière : contient la lettre de soumission, le bordereau des prix unitaires (BPU), le détail quantitatif et estimatif (DQE) et la Récapitulation

La durée de préparation des offres et lieu de dépôt : La durée est fixée au **Quinze** (15) jours à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou BOMOP,

Les offres doivent être déposées au bureau de la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres à la direction des Equipements Publics de la wilaya de Biskra, sise au rue Ahmed Ouamane Biskra, avant 10.30H au plus tard le **Quinze** (15) jours à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou BOMOP .Si ce jours coïncide avec un jour de repos, le dépôt des offres et prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Délai de validité des offres : Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant 90 jours + durée de préparation des offres à partir de dépôt. Des offres

L'ouverture des plis dossier de candidature, technique et financière : se fera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 11.00 H en séance publique au siège de la direction des Equipements Publics de la wilaya de Biskra, bureau de la Commission d'ouverture des plis et évaluation des offres. Cet avis tient lieu d'invitation.

L'EXPRESS DU 21/06/2023 ANEP : N° 2316015547

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION –GHARDAIA-
L'ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER- D'EL MENIAA-
N° FISCAL : 000747029005542

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 65, 115 du décret présidentiel N° 15-247du 20/09/2015, modifié et complété portant réglementation des marchés public.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à avis d'appel d'offres national ouverte N°01/ 2023publie le 18/04/2023 pour :

Fourniture des produits liés a l'alimentation humaine (produits alimentaires-légumes et fruits-viandes rouges et blanches - pain)

Qu'après l'évaluation des offres techniques et financiers le marché à été attribués provisoirement au soumissionnaire ci- après :

lot	Nom et prénom ou raison sociale	Montant en TTC/DA	obs
produits alimentaires	BENGAID DJEMAA NIF 296347010074037	Min : 4 313 503.50 Max : 23 809 101.50	Moins disant
légumes et fruits	BENGAID DJEMAA NIF 296347010074037	Min : 5 509 272.50 Max : 30 559 765.00	Moins disant
viandes rouges et blanches	BENGAID DJEMAA NIF 296347010074037	Min : 5 961 400.00 Max : 28 586 500.00	Moins disant
pain	AUCUNE OFFRE	/	infructueuse

Les soumissionnaires contestent le choix opéré, peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'établissement public hospitalier d'El-Meniaa wilaya de Ghardaïa dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis.

L'EXPRESS DU 21/06/2023 ANEP : N° 2316015470

L'EXPRESSDZ®

Le football au cœur d'une stratégie géopolitique !

Premier exportateur de pétrole brut au monde et plus grande puissance économique du monde arabe, l'Arabie saoudite, souvent visée pour ses violations des droits humains, souhaite, à ce titre, développer son impact dans le monde du sport.

D'ores et déjà nommé pays hôte des Jeux asiatiques d'hiver 2029, et ce malgré les résistances exprimées par les défenseurs de l'environnement, le royaume dirigé par le prince héritier Mohammed ben Salmane accueille, par ailleurs, de nombreuses compétitions. De son Grand Prix de Formule 1 au rallye-raid du Dakar en passant par le Saudi Tour, le pays du Golfe, qui recevra également les Jeux Asiatiques en 2034, ambitionne désormais de s'installer durablement sur la planète football.

Plus qu'une candidature commune, régulièrement évoquée mais loin d'être acquise, avec l'Egypte et la Grèce pour le plus prestigieux tournoi du monde, l'Arabie saoudite vise surtout une légitimité certaine.

«Il y a cette volonté de devenir une puissance culturelle et d'utiliser ce 'soft power' dont on parle beaucoup, c'est à dire d'influencer et d'avoir une bonne image à l'international grâce aux actions menées par l'Etat sur la culture ou les investissements sportifs. Ils avaient commencé avec un combat de boxe qui était le «clash on the Dunes» entre Anthony Joshua et Andy Ruiz, ils ont aussi reçu les Supercoupes d'Espagne et d'Italie, ces délocalisations sont de plus en plus fréquentes pour développer la base de supporters, pour mettre en valeur leurs paysages et donc, il y a le côté tourisme derrière. Exemple avec le Paris-Dakar qui se fait en Arabie saoudite ou le tour d'Arabie saoudite qui est maintenant une course classée UCI au classement mondial de cyclisme et puis il y a aussi le Grand Prix en Formule 1 pour se mettre à niveau de ses voisins, des Emirats arabes unis, du Bahreïn, pour avoir une compétition prestigieuse sur son territoire et ainsi montrer que l'Arabie saoudite est capable d'accueillir des pays du monde entier», nous précisait dans cette optique Jean-Baptiste Guégan, spécialiste de la géopolitique du sport et auteur dernièrement de Qatar, dominer par le sport, aux éditions Bréal.

Dès octobre 2021, le Public Investment Fund (PIF), fonds souverain du royaume, s'accaparait - dans cette optique - 80 % des parts de Newcastle, alors au fond du trou et désormais qualifié pour la prochaine Ligue des Champions. Dans le sillage du Qatar et de sa stratégie de rayonnement, l'Arabie saoudite souhaite, aujourd'hui, poursuivre sa révolution sur la planète football, qui plus est après l'arrivée historique de Cristiano Ronaldo en décembre dernier. «Le sport joue un rôle essentiel dans la transformation de notre pays, et le football en est le fer de lance», confirmait d'ailleurs Yasser Al Misehal, le président de la fédération saoudienne de football (SAFF). Déterminé à l'idée de combler son retard avec Doha et Abu Dhabi, actionnaire majoritaire de Manchester City depuis 2008, le gouvernement saoudien s'investit donc pleinement dans le championnat local : la Saudi Pro League.

«On est dans l'après Qatar 2022 donc il y a un contexte politique favorable, l'Arabie saoudite bénéficie des retombées positives de la dernière Coupe du monde et du fait qu'ils n'ont pas été ridicules là-bas sur le plan sportif.

À cet effet de calendrier s'ajoute un effet d'opportunités où des stars sont disponibles ou susceptibles de l'être car en fin de contrat. Ils ont, en plus, déjà le retour d'expérience de Cristiano Ronaldo qui a été payé, qui est chouchouté même s'il ne s'y plaît pas forcément. Le niveau de football n'est pas trop exigeant et ce n'est pas extrêmement oppressant. Ça a l'air moins déstabilisant qu'il y a dix ans. Il y aussi un vrai effet politique car l'Arabie saoudite s'affirme depuis plusieurs semaines, ils se rapprochent de l'Iran, ils ont mis en place une politique de puissance, ils renouent le dialogue avec la Syrie et ne veulent plus être sur la même ligne que les Etats-Unis. On est donc dans un véritable moment d'affirmation. La dernière chose est que MBS avait fait des promesses. CR7 était la première mais leur projet est pensé. Ils ont regardé le marché des transferts, ils ont contacté les entourages en proposant des offres impossibles à refuser», analysait Guégan.

In L'Equipe

Au-delà du football : l'Arabie saoudite se métamorphose grâce à ses stars

Benzema, Messi, Modric… L'offensive de l'Arabie saoudite sur les stars du foot pour redorer son image. Après Cristiano Ronaldo en janvier, le richissime Etat pétrolier du Golfe continue de prospecter le monde du ballon rond pour attirer ses stars. Avec comme objectif d'améliorer l'image du pays, marquée par ses atteintes aux droits humains. Le gros coup du recrutement de Cristiano Ronaldo ne suffit pas à la richissime Arabie saoudite, en pleine manœuvre pour attirer dans ses filets Lionel Messi, Karim Benzema et d'autres noms prestigieux, une offensive sportive à forte coloration géopolitique. Le royaume de la péninsule arabique, critiqué pour des atteintes aux droits humains, est déterminé à utiliser le football pour améliorer son image à l'international, et il dispose de pétrodollars à foison pour satisfaire ses ambitions. Une liste de « plus de dix stars du ballon rond a été établie en vue de leur recrutement par des clubs saoudiens, avec Messi (déjà en lien avec le pays), Benzema et Luka Modric en tête d'affiche, a affirmé ce lundi 5 juin à l'AFP une source proche des négociations.

L'ARABIE SAOUDITE SE RÊVE COORGANISATRICE D'UNE COUPE DU MONDE

La Saudi Pro League (championnat saoudien) rêve d'ajouter l'Argentin, le Français et le Croate à son tableau de chasse, ce qui lui permettrait, en incluant Ronaldo, de posséder les quatre joueurs ayant alternativement raflé le Ballon d'or depuis 2008. Ce quatuor affiche 36 ans en moyenne, mais sa notoriété cumulée vaut bien les sommes folles nécessaires pour l'attirer aux yeux de l'Arabie, probable candidate pour coorganiser la Coupe du Monde de Football en 2030 ou 2034, peut-être avec l'Egypte et la Grèce.

« L'objectif est de mettre en place une ligue très forte et compétitive et d'élever le niveau des clubs saoudiens, a résumé un responsable du gouvernement saoudien. Avec comme objectif clair de s'imposer sur la scène sportive internationale. Au total, les autorités locales sont « en contact avec plus de dix joueurs, dont beaucoup ont gagné la Coupe du Monde ou la Ligue des Champions, pour qu'ils rejoignent le championnat saoudien la saison prochaine, a affirmé à l'AFP une source proche des négociations. En plus de Modric, Ballon d'or et vice-champion du monde 2018, le royaume a ciblé les Français Hugo Lloris et N'Golo Kanté, les Espagnols Sergio Ramos, Jordi Alba et Sergio Busquets, l'Argentin Angel Di Maria ou encore le Brésilien Roberto Firmino, le plus jeune des courtisés du haut de ses 31 ans

Portée par l'arrivée de Cristiano Ronaldo en janvier dernier à Al Nassr, l'Arabie saoudite compte bien poursuivre sa révolution sur le marché des transferts et ainsi devenir la nouvelle place forte du football au Moyen-Orient. En ligne de mire ? La Coupe du monde en 2030 ou 2034. Des ambitions affichées aux enjeux géopolitiques et sportifs soulevés par une telle ascension, Foot Mercato revient sur ce projet aussi démentiel qu'ambitieux.

In L'Equipe.fr

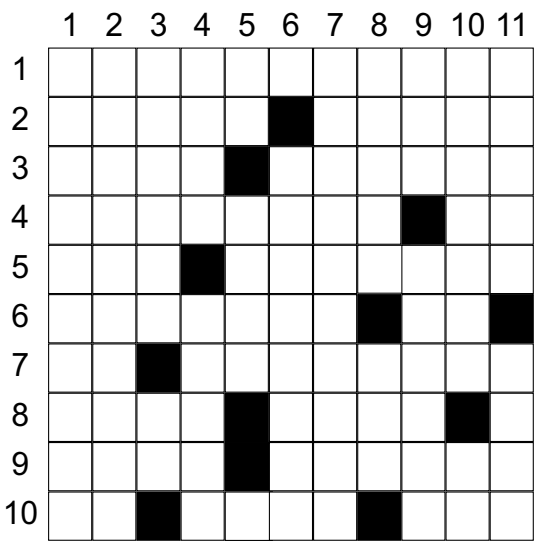
DES PÉTRODOLLARS À L'ASSAUT DU MONDE

Des stars par milliards !

À la manière de ce que réalise Antero Henrique au Qatar, l'ancien dirigeant des Skyblues s'active donc en coulisses pour offrir à l'Arabie saoudite des grands noms du ballon rond. Et l'après-CR7 s'annonce scintillant. «On est sur des offres qui changent une vie, voire des vies. Ca se passe aussi dans un contexte sportif intéressant. Aller en Arabie saoudite c'est aussi la possibilité d'amorcer un challenge sportif, de disputer la Ligue des Champions asiatique, de participer à la Coupe du monde des clubs et donc pour un Ballon d'or, la possibilité de gagner une Ligue des Champions européenne et une sur un autre continent. Ce qui n'a jamais été fait. Le tout dans les pas de Hristo Stoitchkov (ancien Ballon d'or passé par Al Nassr, ndlr)». Vainqueur de la Ligue des champions asiatique, Al Hilal, un temps porté par Bafétimbi Gomis, souhaiterait ainsi offrir un contrat stratosphérique à Lionel Messi, septuple Ballon d'or et actuel ambassadeur du tourisme saoudien. Si l'ancien attaquant du Paris Saint-Germain semble, à l'heure actuelle, plus tenté par un retour à Barcelone, le club du Golfe dispose, à coup sûr, d'arguments financiers bien plus conséquents que ceux proposés par les Culers. De son côté, Al Ahli rêve de Luka Modric, comme dévoilé plus tôt, même si la tendance dans le cas du Croate est à une prolongation du côté du Real Madrid jusqu'en 2024. Et ce n'est pas tout… En fin de contrat avec le Paris Saint-Germain, Sergio Ramos a finalement quitté la capitale française et se retrouve, lui aussi, dans le viseur d'Al Hilal. Dans cette optique, le club saoudien souhaiterait offrir un contrat de deux saisons minimum, le tout pour 30 millions d'euros nets par saison et plusieurs avantages fiscaux… Même son de cloche pour Hugo Lloris, également suivi, ou encore Sadio Mané et Eden Hazard, comme nous vous le révélions dernièrement. Pour mettre en forme ce véritable eldorado, l'Arabie saoudite reste également attentive à la situation de N'Golo Kanté, en fin de contrat du côté de Chelsea mais qui devrait, selon nos informations, prolonger avec les Blues. Si le plateau de stars présenté à fière allure, un autre cador de la planète football est, lui aussi, associé à la Saudi Pro League. Et non des moindres. Élu Ballon d'or la saison dernière, Karim Benzema a officiellement quitté le Real Madrid et pourrait s'engager avec le club saoudien d'Al Ittihad, très investi sur le dossier.

Par L'Equipe.fr

Mots Croisés



Horizontalement

1- Tristes cérémonies. 2- Savants - Récente. 3- Egoïne - Placer des sentinelles. 4- Enveloppe de la graine - Négation. 5- Fait surface - Chaude. 6- Imita le canard - En fin d'année. 7- Remplace la virgule - Renouvelés. 8- Outil - Sa capitale est Dublin. 9- Pas la porte à côté ! - Il est épineux. 10- Dans - Paradis - Imbécile.

Verticalement

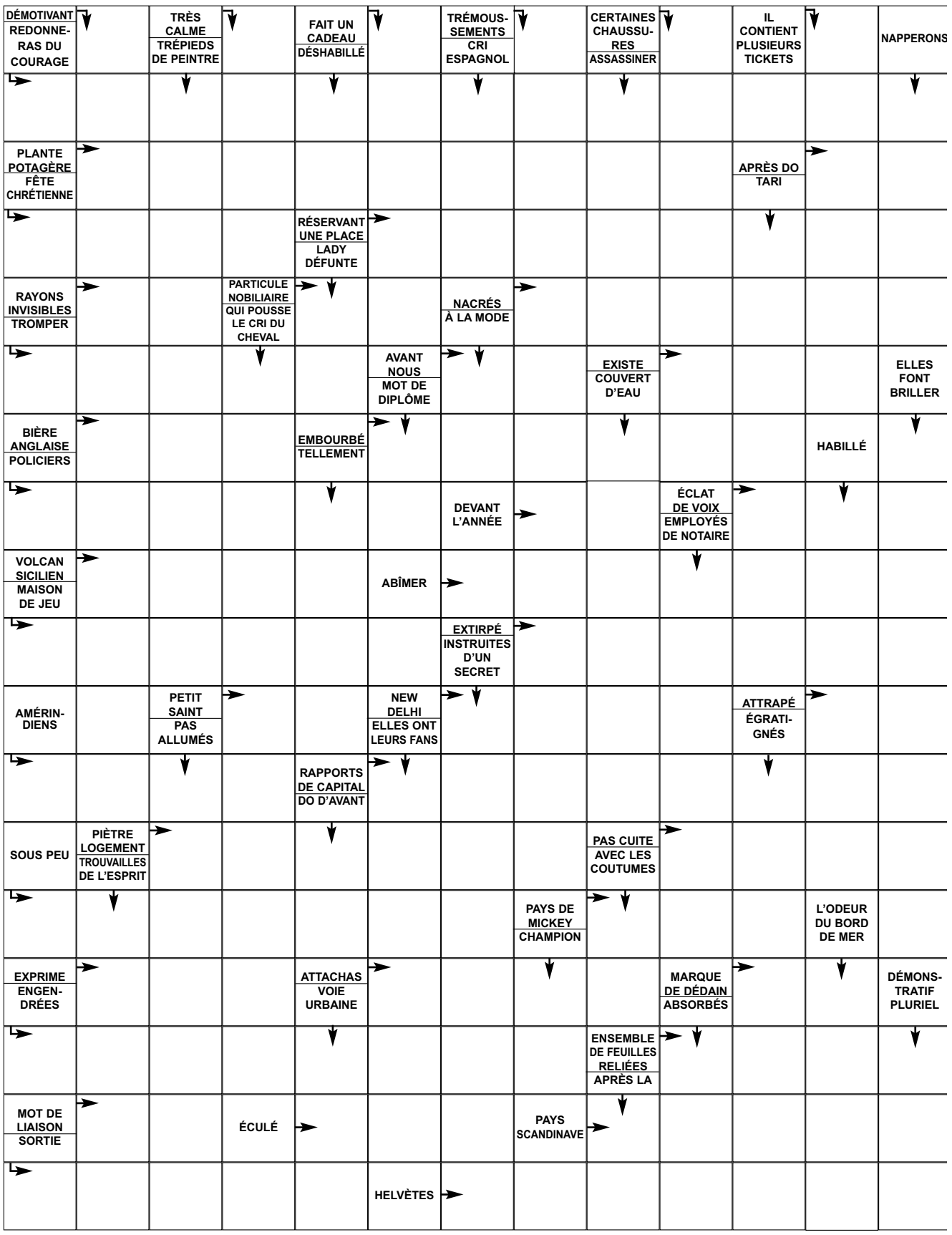
1- Fait partie du costume national grec. 2- Est parfois variqueuse. 3- Eternelles sur les hauteurs - Note. 4- Coureur australien - Prénom étranger. 5- Cognait sur les esclaves - Comme une fleur portant des étamines. 6- Une huître très recherchée. 7- Ca déborde. 8- Légère - Légumineuses. 9- Pour faire des joints hermétiques - Ver marin. 10- N'a plus d'odeur - Direction. 11- Suite - On jette le mauvais.

4 x 4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Remayer **Remmailler** **Remailler** **Remaller**	**Remunérer** **Rémmunérer** **Rémunérrer** **Rémunérer**
Rougegorge **Rouge-gorge** **Rouge-george** **Rouge-gaurge**	**Somnombule** **Somnambule** **Somnambul** **Saumnambule**

Les mots fléchés



BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Sorte de dictionnaire

ACHARNÉ	HOMOZYGOTE	PERCALINE
APTE	INTERMEZZO	RAVISSANT
ARCHER	LABYRINTHE	REPORTAGE
ARQUER	LOSANGE	SOURIRE
CÉLÉBRATION	MALPOLIE	SUBLIME
CHARANÇON	MAMAN	SULFUREUX
DISLOQUER	MARCASSIN	TARENTULE
EFFORT	MÉTÉOROLOGIE	TENDON
ETHYLÈNE	MONTAGNE	TÉNÉRÉ
FISSIBLE	NÉGATIVISME	TENNIS
FRIPOUILLE	NIMBUS	TRAFICOTER
GASOIL	NOUER	TROTTOIR
GLOUGLOU	NUMISMATE	USUFRUIT
GOÉLAND	OUVERTURE	VENDANGEUR
GROGNE	OUVRIR	VERMICELLE
GUÊPIER	PAGAILLE	VÉRONE
HAREM	PELLICULE	YANKEE

V	E	R	M	I	C	E	L	L	E	E	H	T	N	I	R	Y	B	A	L
N	P	E	L	L	I	C	U	L	E	E	G	A	T	R	O	P	E	R	G
U	E	R	U	T	R	E	V	U	O	T	A	R	E	N	T	U	L	E	L
M	C	T	E	E	S	E	G	U	V	R	L	M	I	E	O	E	H	N	O
I	E	E	H	M	R	U	S	O	U	E	E	I	N	R	N	U	E	S	U
S	R	C	L	E	I	U	B	E	E	T	R	D	O	R	V	G	E	T	G
M	R	E	N	E	F	L	G	M	E	L	O	O	A	S	A	U	N	R	L
A	L	E	U	R	B	N	B	O	I	N	A	H	N	T	A	A	O	S	O
T	T	O	U	Q	A	R	R	U	N	N	C	N	I	E	S	G	O	A	U
E	S	I	S	D	O	O	A	O	S	A	I	V	D	S	N	U	Y	E	O
E	T	I	N	A	L	L	C	T	X	K	I	S	I	E	R	E	A	N	Z
N	F	E	N	O	N	N	S	U	I	S	R	V	S	I	U	P	N	G	Z
I	V	F	G	N	A	G	E	I	M	O	A	O	R	A	R	I	K	A	E
L	M	I	O	R	E	R	E	E	D	R	N	E	W	N	C	E	E	T	M
A	E	E	A	R	U	T	R	O	T	T	O	I	R	H	A	R	E	N	R
C	P	H	R	F	T	R	A	F	I	C	O	T	E	R	C	M	A	O	E
R	C	T	L	A	R	Q	U	E	R	U	E	T	I	U	R	T	A	M	T
E	S	U	E	T	H	Y	L	E	N	E	E	I	L	O	P	L	A	M	N
P	S	P	A	G	A	I	L	L	E	E	L	B	I	S	S	I	F	P	I
F	R	I	P	O	U	I	L	L	E	E	T	O	G	Y	Z	O	M	O	H

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT

TIRELIRE - OPEP - PACIFICATEUR - MENTAL - INERTE - GAIES - SEC - EDEN - ROSE - EMU - REGNANT - BRUS - MA - LOIN - CLAN - PNEU - ERRA - IF - DEO - ATTEINT - AUSSI - MACHER - TURC - GNON - ERE - REPEINTE - AS - EDILES - TERNIT - OSER - LE - SALI - BU - RITUEL - ILE - TRAME - SONNER - HANTEES - BASSE.

VERTICALEMENT

PIPE - DRAPEAU - DOUTA - RANGEE - NOURRIS - RN - RECTANGLE - SCELERAT - LIAI - NOUAS - PERIME - GIFLERAI - TIGES - TEE - RI - SONNET - NI - LU - CECI - ST - REMONTEES - ANSE - CRIANTE - LOB - POTEE - BLANC - ERS - NA - PERCERA - THE - NAINS - PEUT - MUNI - ERAILLES - PREVUS - FORESTIERE.

MOTS CROISES

VERTICALEMENT

1- PRETAPORTER. 2- RATILE - AH. 3- ONAGRAIRES. 4- PIGEON - EAUX. 5- AME - PSITT. 6- GA - AH - VERIN. 7- ATELIER - ART. 8- NI - METEIL. 9- DOREE - EPI. 10- EN - EST - ASIE.

HORIZONTALEMENT

1- PROPAGANDE. 2- RANIMATION. 3- ETAGE. 4- TIGE - ALMEE. 5- ATROPHIEES. 6- PEANS - ET. 7- IVRES. 8- RARETE. 9- THEATRALES. 10- SU - IR - PI. 11- RE - XANTHIE.

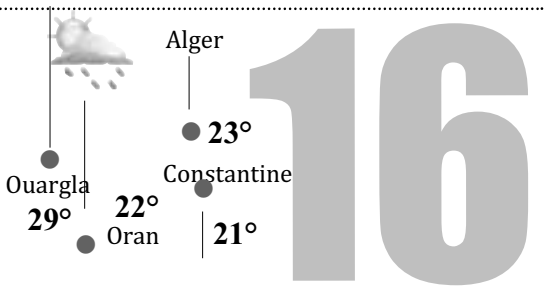
4x4 - Cabotinage - Obédience - Fainéantise - recueillir

BIFFE-TOUT : ZAKOUSKI

BMS :

CANICULE SUR PLUSIEURS WILAYAS DE L'EST

Des températures caniculaires pouvant atteindre les 44 degrés Celsius, affecteront aujourd'hui plusieurs wilayas de l'est du pays, a indiqué hier mardi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf et Guelma sont placées, mercredi, en vigilance « orange », souligne le BMS, précisant que les températures oscilleront entre 40 et 44 degrés Celsius. Selon la même source, le BMS canicule émis le dimanche 18 juin 2023 reste en vigueur.



16

FEDJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
03:30	12:49	16:39	20:08	21:54

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 21 JUIN 2023 // N°584 //PRIX 20 DA

OPÉRATIONS D'ABATTAGE ET VALORISATION DES PEAUX DE MOUTON

Campagnes de sensibilisation

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée par l'AND sur « L'investissement dans le domaine de gestion des déchets en Algérie », au siège du quotidien El Moudjahid, la directrice du Développement de l'économie verte à l'agence, Amel Asma, a révélé « l'organisation de sorties de terrain, d'interventions médiatiques, de spots et d'enseignes de sensibilisation, à l'image des années précédentes, dans l'objectif de conscientiser les citoyens et préserver la propreté de l'environnement au niveau des sites réservés à l'abattage...

L'Agence nationale des déchets (AND), en coordination avec les différents secteurs concernés, s'apprête à organiser des campagnes de sensibilisation à travers l'ensemble du territoire national en prévision de l'Aïd El Adha et ce, pour le bon déroulement des opérations d'abattage et la valorisation des peaux de mouton, a indiqué une responsable à l'AND. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée par l'AND sur « L'investissement dans le domaine de gestion des déchets en Algérie », au siège du quotidien El Moudjahid, la directrice du Développement de l'économie verte à l'agence, Amel Asma, a révélé « l'organisation de sorties de terrain, d'interventions médiatiques, de spots et d'enseignes de sensibilisation, à l'image des années précédentes, dans l'objectif de conscientiser les citoyens et préserver la propreté de l'environnement au niveau des sites réservés à l'abattage. En prévision de l'Aïd El-Adha, prévu le 28 juin 2023, la même responsable a insisté sur le respect des mesures sanitaires afin de se prémunir des zoonoses au niveau des marchés de bétails, des fermes et des points de vente, notamment au vu de la canicule qui frappe le pays, ajoutant que ces points étaient considérés comme « un espace propice à la transmission de ces maladies ». La responsable a appelé à sacrifier les moutons au niveau des abattoirs agréés et contrôlés par les vétérinaires afin de s'assurer du contrôle des moutons avant et après l'égorgement, soulignant « la mise à disposition des différents moyens de transport pour la collecte des déchets recyclables ». Il s'agit, poursuit la responsable, « de se débarrasser des déchets résultant des sacrifices en les renfermant dans des sacs étanches avant de les disposer dans les lieux réservés à cet effet ». « Le jet anarchique des déchets des sacrifices entraîne non seulement la pollution de l'environnement mais aussi une lourde tâche pour les agents de l'hygiène », a-t-elle dit, rappelant la nécessité d'observer les horaires de dépôt et de collecte des déchets durant les jours de l'Aïd.

R.E.

23E FESTIVAL EUROPÉEN DE MUSIQUE

LA CHANTEUSE HONGROISE BOGGIE ÉVOQUE « LES BEAUTÉS DE L'ALGÉRIE »

Le 23e Festival européen de musique s'est déroulé au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) à Alger. A cette occasion, des artistes sont montés sur scène pour consacrer l'idée du dialogue entre les deux rives de la Méditerranée. Samedi dernier, la chanteuse hongroise Boggie a interprété une chanson louant les beautés de l'Algérie. Le public est subjugué par son talent remarquable. Et l'artiste salue l'ambiance. Boggie a écouté pendant six mois des chansons arabes et principalement algériennes. Elle en parle : « J'ai commencé à écrire des mélodies avec des motifs arabes et des mélodies de la chanson française. J'ai fait un mélange ». Elle ajoute : « En Algérie, j'ai beaucoup aimé les gens, accueillants, gentils et honnêtes. Je ne vois pas ces valeurs en Europe aujourd'hui, y compris dans mon pays. Nous sommes plus enfermés, plus individualistes. En Algérie, vous êtes dans le présent, vous faites attention aux autres gens. En Hongrie, c'est plus sombre et plus dépressif. Il y a beaucoup plus de chaleur humaine en Algérie ». Boggie chante dans diverses langues : hongroise, anglaise et française. Elle a produit quatre albums dont « Fragilité », sorti en 2022. « Il est rare de parler français en Hongrie. Les Hongrois parlent en allemand ou en anglais pour les langues étrangères. À Budapest, j'ai étudié le français au lycée, j'ai passé ensuite une année à Paris. Dans la chanson française, il y a du rythme. Ce n'est pas le cas pour la chanson hongroise », a souligné Boggie.

Y.B.

Lafarge Algérie annonce des résultats exceptionnels à l'exportation

Lafarge Algérie, filiale du groupe suisse Holcim, vient d'annoncer d'excellents résultats à l'exportation au premier semestre 2023. Grâce au soutien des autorités algériennes et à une collaboration étroite avec ses partenaires, Lafarge Algérie a exporté près de 1.7 million de tonnes de produits, dont 39% de produits finis « Ciment », pour une valeur dépassant 80 Millions de dollars américains. Ces chiffres dépassent largement le chiffre d'affaires export de l'année précédente sur la même période. Parallèlement, des efforts sont déployés sur le marché local, en proposant des solutions innovantes telles que le CHAMIL™ ECOPlanet, premier ciment « vert » en Algérie à empreinte carbone réduite, AIRIUM™, une solution d'isolation thermique des bâtiments, et ARDIA™, une solution innovante pour la construction et la rénovation des routes. Le Groupe a intensifié ses efforts d'exportation vers de nouveaux marchés plus compétitifs sur les cinq continents. Ces exportations ont été réalisées à partir de plusieurs ports algériens, bénéficiant du soutien crucial des autorités centrales, portuaires, douanières et de la P.A.F. En mars, Lafarge Algérie a réalisé sa première opération d'exportation de ciment pétrolier « WellCem™ » vers la Tunisie par voie terrestre, répondant ainsi aux exigences de ses clients et diversifiant son mode d'expédition. Aujourd'hui, et malgré le contexte international difficile, Lafarge Algérie reste déterminé à continuer à accroître ses exportations et vise à exporter plus de 4 millions de tonnes de ses produits sur l'ensemble de l'année 2023. Pour ce faire, un programme d'investissement sera intensifié ces prochains mois, en plus des 18 millions de dollars déjà investis, afin de consolider sa stratégie axée sur le développement durable, la protection de l'environnement et la priorisation des exportations de produits finis. Parmi ces projets durables figure le démarrage du chargeur automatique de navires au port de Djendjen, avec une capacité de chargement de 18.000 tonnes par jour. Des quais, des silos de stockage et une plateforme logistique dédiée à l'exportation ont également été construits, avec une extension prévue d'ici la fin de l'année. De plus, l'entreprise dispose désormais d'une nouvelle flotte de camions performants pour faciliter le transport de ses produits. Lafarge Algérie exprime sa gratitude envers tous ses partenaires, clients et autorités pour leur soutien sans faille. L'entreprise reste déterminée à renforcer sa position sur le marché international tout en contribuant au développement économique de l'Algérie et à la protection de ses ressources naturelles à travers son activité Geocycle™ de valorisation des déchets industriels.

Y.B.

PÊCHE ET AQUACULTURE

130 000 TONNES À ATTEINDRE EN 2024

La production de la pêche et de l'aquaculture atteindra 130 000 tonnes au cours de 2024, a indiqué le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Ahmed Bidani. Lors d'une réunion d'évaluation du bilan réalisé par le secteur au cours du premier semestre 2023, qui s'est tenue à la direction de la pêche d'Aïn Benian, le ministre a précisé que le but de cette rencontre est de ressortir les points positifs des réalisations, identifier les lacunes, fixer les priorités en termes d'actions et unifier les différentes visions. «Une fois le bilan évalué, des recommandations en sortiront pour lever les contraintes et élaborer la feuille de route du deuxième semestre de l'année en cours et celle de 2024», a-t-il expliqué à propos de cette rencontre qui a réuni les cadres du secteur au niveau local et central. L'évaluation, a-t-il poursuivi, est édifiée à partir d'indicateurs de performances des opérations lancées dans le cadre du plan d'action du gouvernement avec un suivi, sur le terrain, de mise en œuvre des projets d'investissements, notamment.

«Nous nous employons à mettre en œuvre les instructions du président de la République et à contribuer ainsi au développement de l'économie nationale et au renforcement de la sécurité alimentaire.

R.N.